

eyes on europe

WINTER MAGAZINE | N°43 |
BILINGUAL | FR-EN |

THREE OF A KIND

THE EU PLAYING ITS CARDS AT THE GLOBAL TABLE

Editors' notes

With wars at Europe's doorstep and increasing global geopolitical tensions, one might ask: what place does the European Union currently hold in the world?

This edition of Eyes on Europe brings together the voices of thirty ULB students, each assessing Europe's global position through different lenses. From environmental ambition and industrial competition to digital influence and geopolitical rivalry, from war and security to human rights and democratic resilience, the following articles explore the challenges faced both within and beyond the borders of a Union that is in constant motion, ambitious and imperfect.

Throughout these pages, readers will encounter views and assessments on the EU's international relations with the U.S., Central Asia, Japan and China, as well as on its position regarding digital regulations, international partnerships, democracy, security and defence, climate, migration, the rise of extremism, culture, crisis management, finance and education.

In this decisive decade for the EU, it is more important than ever to think critically and engage in constructive debate. The youth of today is the future of tomorrow and Eyes on Europe therefore seeks to harbour a space where their perspectives can be shared safely and their voices expressed openly.

Eva-Christina Delferrière

Editor-in-Chief



Loin d'avoir l'ambition d'expliquer toute la complexité des relations que l'UE entretient avec le reste du monde, ce magazine exprime plutôt la vision d'un échantillon, certes pas très représentatif, d'une partie de la jeunesse européenne.

Cette jeunesse, à qui on prévoit des années à venir plutôt sombre, observe, constate, critique. Puis elle réfléchit, imagine, et propose. Lorsqu'elle fait tout ça en même temps, il lui arrive d'ouvrir un Google Docs, là où avant on prenait une plume, et de mettre ses préoccupations comme ses solutions par écrit. À Eyes on Europe, on compile ces fragments d'idées pour en faire un magazine, divisé en trois parties.

L'UE dans le Monde, car l'UE a incontestablement une dimension internationale. Ses relations, et les perceptions que d'autres acteurs en ont, évoluent. Certaines se réchauffent quand d'autres se refroidissent, ce qui nous amène à notre deuxième section.

L'UE face au Monde, car peut-être plus que jamais nous assistons à une redistribution des cartes sur la scène internationale. Les règles changent, les enjeux aussi, et l'heure des choix semble avoir sonné.

Et finalement, L'UE dans son Monde. Pour comprendre sa place et sa trajectoire, il faut aussi regarder l'UE de l'intérieur. Une radiographie de ses stratégies, de ses contradictions, et de son univers si particulier s'impose.



Clément Levrat

Rédacteur en chef

Table of Contents

7	Antoine BULTEL Programme Erasmus+ Vers une ouverture au Maghreb et Moyen-Orient
11	Leïla GHIENNE From commitment to impact : Evaluating EU-Africa cooperation on illicit financial flows five years after formalization
13	Valeria MARTIN MARTINEZ Accord UE-Mauritanie: Pourquoi des organisations internationales dénoncent une atteinte aux droits humains ?
16	Tatiana PIRES Europe moves in as Russia looks away: The new game in Central Asia
19	Zack BALZAN A shattered union abroad: The EU's diplomatic missteps in the Middle East
23	Carolina TURATI Security Cooperation, Between the EU and Japan in the Indo-Pacific
26	Andrea ABRIL Is the Brussels Effect losing its power ?
29	Ludovica AVALLE EU Mercosur agreement: Free trade or fair trade ?
33	Juan Carlos LUQUE LOPEZ The EU as an international normative power, Has the EU lost its credibility ?
36	Julien ROHAUT Droits humains: Un élément crédible de la politique étrangère de l'UE ?
39	Margherita NORBIATO The EU Green Deal and the price paid by India
45	Camille HOUYOUX Responding to hybrid threats in the Mediterranean: The EU's southern security strategy
48	Léonard PARADANT-SEYSSEL Le dilemme du prisonnier de l'IA, Réguler ou ne pas réguler
51	Eva-Christina DELFERRIÈRE The global influence of European digital regulation contested across the Atlantic
55	Pedro Pardo AMARAL GOMES Caught between Washington and Beijing, Europe turns to regulation

Florya DE DECKER

Dépendance, alliance et rivalité: L'Union européenne à la recherche de son autonomie entre les États-Unis et la Chine

58

Nathan DOUDE VAN TROOSTWIJK

Puissance ou effacement: Le moment décisif pour l'Europe

62

Chiara GUIDETTI

From Crisis to Opportunity: Why Europe must act now

66

Adrian MALO

La bataille des normes: L'Europe défie SpaceX

69

Aurore NEURAY

Avortement, écologie, migrations: L'UE dans le tourbillon mondial de la contre-offensive mondiale des droites radicales

73

Maxence GALLAIS

European Parliament pushes Qualified Majority Voting to override national interests and facilitate enlargement process

79

Antonio CARDONE

The European Defence Industry Programme: A Stress Test for Cohesion

81

Hippolyte VANEECLOO

Les Pays et Territoires d'Outre-Mer et les Régions Ultrapériphériques, entre statut particulier et marginalisation

85

Alessia RUTA

Remigration: A spectre haunting Europe with anti-migrant hate

89

Ludivine DOUSSOT

Creative Europe MEDIA et le cinéma : Un rayonnement culturel européen sans drapeau ?

92

Cristina DE LEO

Can Europe compete globally without leaving anyone behind ?

95

Maé KINDOKI

Citizenship by Investment in Times of War: Malta's Golden Passports and EU-Russia Relations

97

Fiona TIEKÖTTER

How the new Migration Pact redefines the role of the EU in the world

100

Safae ABDELOUAHABI

Le RGPD : comment une réglementation européenne s'exporte au-delà des frontières de l'UE ?

103



60 years of
experience
in **pedagogical
innovation**
at the heart of
Brussels

THE EUROPEAN UNION **IN** THE WORLD

L'UNION EUROPÉENNE **DANS** LE MONDE



Programme Erasmus+

Vers une ouverture au Maghreb et au Moyen-Orient ?

L'Union européenne envisage d'élargir le programme Erasmus+ aux pays du Maghreb et du Moyen-Orient. Cette idée circule depuis plusieurs mois au sein des institutions européennes, et notamment de la Commission. Elle réactive plusieurs sujets importants, notamment celui de la coopération universitaire au travers d'un programme phare de l'Union européenne, ainsi que celui des relations de cette dernière avec les pays méditerranéens du Maghreb et du Moyen-Orient, dans un contexte géopolitique fragile.

Un projet lancé par la Commission

La Commission européenne 2024-2029, dirigée par Ursula von der Leyen, avait inscrit dans ses lignes directrices la volonté de proposer un nouveau cadre stratégique pour renforcer la coopération de manière générale entre l'Union européenne et les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée. C'est dans cette optique que la Commission a adopté le Pacte pour la Méditerranée le 16 octobre 2025. Concrètement, ce Pacte ouvre la voie au renforcement et à la prise d'initiatives dans trois secteurs piliers, à savoir : la population, une économie durable et intégrée, ainsi que la sécurité et la gestion des migrations. Ce Pacte doit plus particulièrement être actif dans 10 pays du pourtour méditerranéen : l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, la Libye, le Maroc, la Palestine, la Syrie et la Tunisie.

L'une des décisions prises par le Pacte, et qui a retenu l'attention, est celle du renforcement de la coopération universitaire, notamment à travers le programme Erasmus+.

Pour rappel, ce programme créé en 1987 permet l'échange et la mobilité à l'étranger d'étudiants et d'enseignants entre universités et établissements d'enseignements supérieurs grâce à l'attribution de bourses. Jusqu'à maintenant, les pays participants au programme étaient ceux membres de l'Union européenne, de l'Espace économique européen, comme la Norvège, ainsi que trois États ayant entamé le processus d'adhésion à l'UE, comme la Turquie.

Cependant, d'autres programmes d'enseignement supérieur ont vocation à être renforcés, comme le programme Marie Skłodowska-Curie. De même, un projet « d'Université méditerranéenne » répartie dans plusieurs pays et proposant des diplômes conjoints, pourrait également voir le jour.

Et jusqu'à maintenant ?

Ce n'est pas la première fois que des accords de coopération sont adoptés dans la région. En effet, nous pouvons citer le processus de Barcelone de 1995, ou encore la création de l'Union pour la Méditerranée en 2008.

Ces pactes et institutions ont posé les bases d'un cadre de coopération stable entre pas moins de 43 pays pour ce qui est de l'Union pour la Méditerranée, un chiffre qui comprend évidemment les États membres de l'UE et des États méditerranéens.

La coopération universitaire entre les pays européens et des pays du Maghreb et du Moyen-Orient reposait jusqu'ici sur des accords bilatéraux signés par les États de manière individuelle, et non pas de manière collective et européenne. C'est le cas de la France et du Maroc, entre lesquels des bourses, partenariats et programmes ont été créés pour faciliter la mobilité étudiante et la coopération entre centres de recherche et de développement. C'est le cas par exemple de Campus France Maroc ou la bourse de la Banque islamique de développement cofinancée par l'Ambassade de France. Cependant, ces actions restent bilatérales: décidées par deux États et gérées par leurs ministères et ambassades respectifs. De plus, la mobilité s'effectue majoritairement vers l'Europe plutôt qu'au sud de la Méditerranée. Les étudiants nord-africains et moyen-orientaux représentent déjà une part importante des mobilités universitaires vers l'UE. Par exemple en France, le Maroc et l'Algérie représentent à eux seuls 18% des étudiants étrangers pour l'année 2023-2024.

L'ambition de la Commission européenne serait donc de passer de coopérations bilatérales à une ouverture plus large, avec un financement accru et une reconnaissance officielle dans les programmes de l'enseignement supérieur européen.

Accueil du projet en Europe

Ce projet de la Commission a toutefois été reçu de manière très disparate au sein de la classe politique européenne. Des personnalités membres de la Commission 2024-2029 ont exprimé leur satisfaction quant à ce projet, tout en donnant quelques indications supplémentaires. C'est le cas du bureau de la Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Kaja Kallas, qui a publié le 16 octobre 2025 un document confirmant les ambitions de l'UE quant au développement du programme Erasmus+. De même, la vice-présidente de la Commission chargée de la Démocratie et de la Démographie, Dubravka Šuica, a réitéré lors d'une conférence de presse la volonté de l'UE d'intensifier les partenariats et de « faciliter la délivrance de visas, en particulier pour les étudiants ».

À l'inverse, cette initiative n'est pas vue d'un très bon œil par une partie de la droite et l'extrême-droite européenne.



C'est particulièrement le cas lorsque les pays concernés figurent parmi ceux en tension diplomatique avec certains États membres de l'UE. Ainsi, plusieurs questions parlementaires ont été adressées à la Commission par des députés européens. C'est le cas de Jordan Bardella et Matthieu Valet, tous deux membres du groupe Patriots for Europe (extrême-droite) et du parti français Rassemblement National. Dans les questions adressées, leur opposition à l'extension s'est reflétée de plusieurs façons. J. Bardella a tenté de démontrer que les pays du Maghreb représentent déjà une grande part des étudiants étrangers en France, et que ces mêmes étudiants représentent un danger pour « le système universitaire, le logement étudiant et les finances publiques ».

M. Valet a quant à lui avancé trois arguments pour s'opposer à ce projet : la prétendue instabilité ou hostilité de certains régimes et leurs liens avec des organisations terroristes (en mentionnant la Syrie et l'Algérie, cette dernière étant source de tension politique en France en 2025) ; les risques sécuritaires et migratoires, et enfin l'incohérence qu'il y aurait à exclure la Hongrie du programme pour non-respect de l'état de droit tout en l'élargissant à des pays jugés plus problématiques selon lui.

Une opportunité pour les deux côtés de la Méditerranée

Évidemment, l'extension du programme Erasmus+ permettrait de renforcer encore un peu plus les systèmes universitaires du Maghreb et du Moyen-Orient en facilitant la mobilité et la coopération entre chercheurs euro-méditerranéens, notamment dans des domaines d'études stratégiques comme le changement climatique.

Cependant, ce Pacte n'est pas une simple décision altruiste de la part de l'Union européenne. En effet, celle-ci en tirerait plusieurs avantages. Pour les universités européennes, ces échanges seraient l'occasion de développer de nouveaux partenariats de recherche, notamment dans des domaines clés : gestion de l'eau, climat, santé publique, urbanisme durable. Les étudiants européens pourraient également bénéficier de séjours dans des universités du Sud, implantées dans des environnements linguistiques riches et des sociétés en mutation.

Du point de vue de l'influence diplomatique et culturelle de l'UE, ce Pacte renforcerait les relations avec l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient, dans un contexte de perte de vitesse de l'Europe face à d'autres acteurs mondiaux.

Cette ouverture académique pourrait déboucher sur une future ouverture du marché du travail européen aux jeunes diplômés venant du sud, afin de compenser le vieillissement de la population européenne. Effectivement, l'UE devrait perdre 1 million de travailleurs par an d'ici 2050 selon la Commission européenne. Par ailleurs, certains États membres font face à une fuite des cerveaux. La France par exemple, perd chaque année 15 000 diplômés, surtout en ingénierie et en management, qui partent principalement en Amérique du Nord et en Suisse. Enfin, l'UE est également touchée par une répartition inégale des « cerveaux » entre les États membres, avec une fuite des cerveaux des derniers pays intégrés à l'UE. C'est le cas des pays de l'Est et du Sud, comme la Croatie qui a connu le départ de 400 000 de ses habitants depuis 2013.

Un projet à suivre

Ainsi, ce Pacte pour la Méditerranée annoncé par la Commission européenne devrait permettre de renforcer la coopération déjà existante entre les États euro-méditerranéens. Ce faisant, il va également accroître l'importance du programme Erasmus+ qui est aujourd'hui perçu comme l'une des réussites de l'Union européenne. Si le projet ouvre des perspectives prometteuses, il soulève aussi des questions importantes, notamment sur le financement, l'attribution des visas et son acceptabilité politique, dans un contexte européen marqué par une forte polarisation.



Antoine BULTEL



From commitment to impact:

Evaluating EU-Africa cooperation on illicit financial flows five years after formalization

In 2020, the African Union (AU) Commission launched the Multi-Donor Action (MDA) against illicit financial flows (IFFs) with the EU. This project aimed to reinforce diplomacy between the two regions and to manage development and growth funds in Africa more efficiently by reducing the money leaks created by IFFs. Five years after its launch, results are mixed.

Why tackle the IFFs ?

Every day, Africa's efforts in development are hindered by multiple financial leaks, including IFFs. The World Bank describes IFFs as money that is unlawfully earned or moved from one country to another. This includes illegal acts themselves, such as corruption, as well as the results of these acts and the funds used for illegal purposes. This is a lingering issue in Africa, where foreign aid is nearly nullified. According to the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD), around \$89 billion is lost annually in IFFs, which is more than what the Official Development Assistance receives. To combat these leaks, Europe and Africa decided to join forces with the MDA. EU actors, such as Germany, played an important role in financing this project with €7 million mobilized. This number gradually increased over the years thanks to a growing number of donors, notably with the creation of Team Europe Initiative.

In the following years, steering committees have been held to organize the joint action and spillovers occurred with multiple different projects around tax transparency and domestic resource mobilization.

Are Conclusions Possible in 2025 ?

"\$88 billion disappears from the African continent each year, swallowed up by illicit financial flows" according to the African Union in a report at the end of July 2025. Five years after the project announcement, the articles released don't show much change on IFFs in Africa. If anything, the losses seem to have increased. This is less a sign of policy failure than a reflection of the structural obstacles faced by the initiative. The MDA was designed primarily as a capacity-building and coordination mechanism, not as a direct enforcement tool. As a result, it has strengthened dialogue, technical expertise and institutional frameworks, but it has not fundamentally altered the conditions that allow illicit flows to persist. The Report of the High Level Panel on Illicit Financial Flows from Africa illustrates that tracking IFFs is a knotty issue. One key limitation is that most IFFs are generated and hidden through complex international value chains and offshore financial systems that lie beyond African jurisdictions. While the MDA supports African institutions, it cannot compel greater transparency or enforcement in destination countries where illicit funds are often parked.



Tax administrations and financial intelligence units remain under-resourced and prosecutions of complex financial crimes are still rare. Data and measurement can be rather complicated because they are inherently hidden. Moreover, the internal context with the rising conflicts around the world tends to push IFF policies to the second plan.

Too early to declare failure ?

However, judging the effort solely by that metric would miss what has quietly changed beneath the surface. Since 2020, cooperation has focused less on instant results but more on building the institutions needed to confront a problem deeply embedded in global financial systems. As reported by Tax Justice Network Africa, the partnership has strengthened the African Union's coordinating role, supported tax authorities as well as financial intelligence units, and brought together networks of auditors and parliamentarians. New tools, such as policy trackers and common monitoring frameworks, are beginning to map how countries legislate, enforce and cooperate against IFFs, something that barely existed a few years ago. These developments did not stop illicit flows overnight, but they laid the groundwork for future enforcement. IFFs are inherently hidden, therefore expecting a rapid decline was always unrealistic.

The real test of the EU-Africa efforts will come over time, as institutional capacity translates into sustained enforcement and international cooperation deepens. For now, progress is incremental and fragile, making continued political commitment and stronger action essential to attain long-term results.



Leïla GHIENNE

Accord UE-Mauritanie :

Pourquoi des organisations internationales dénoncent une atteinte aux **droits humains** ?

Un an après la signature de l'accord migratoire entre l'Union européenne et la Mauritanie, plusieurs organisations internationales de défense des droits humains alertent sur des violations systématiques visant les migrants dans le pays.

Le 8 mars 2024, la commissaire européenne aux Affaires intérieures, Ylva Johansson, annonçait la conclusion d'un partenariat en matière de migration avec la Mauritanie. Cet accord prévoyait la mobilisation de 210 millions d'euros, avec le soutien actif de l'Espagne. Selon la commissaire, celui-ci comportait une dimension de gestion et prévention de la migration illégale mais aussi une dimension sociale avec la perspective de création d'emplois sur place.

Depuis la crise migratoire de 2015, la coopération de l'Union européenne avec des États tiers, notamment africains, n'a cessé de se renforcer. En matière de migration et de contrôle des frontières, l'UE mise sur une coordination étroite entre les pays d'origine, de transit et de destination.

Des pays comme la Turquie, la Libye ou la Mauritanie occupent désormais une place centrale dans la stratégie européenne d'externalisation du contrôle migratoire. Ce dernier constitue en effet un territoire clé à la fois pour la route des Canaries et pour la route orientale de la Méditerranée, notamment via le golfe de Gibraltar. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a ainsi affirmé la nécessité de "combattre la migration irrégulière à la racine et de mieux travailler avec les pays partenaires" lors de l'annonce du Migration Pact, qui entrera en vigueur en 2026.

Un vieux partenaire de l'Europe

Le pacte s'inscrit dans une série d'accords conclus entre l'Union européenne et la Mauritanie, ancrés dans une relation de coopération d'au moins une vingtaine d'années. L'UE est le premier partenaire commercial du pays ainsi que l'un des principaux bailleurs.



Il met l'accent sur le renforcement de la gestion des frontières pour prévenir la migration irrégulière, la promotion de la migration légale, ainsi que sur la protection et l'asile. Dans ce cadre, le programme de coopération européen GAR-SI Sahel permet aux forces de l'ordre de plusieurs États membres, dont l'Espagne, l'Italie et la France, de collaborer avec les autorités locales afin de démanteler les réseaux de passeurs. Cette coopération se traduit également par un appui matériel, notamment à travers la création de deux centres d'accueil temporaires pour migrants à Nouakchott et Nouadhibou.

La Mauritanie entretient également des relations bilatérales étroites avec plusieurs États membres de l'Union européenne, notamment l'Espagne, en particulier dans les domaines des transports, de la pêche, et de la migration. Avec le soutien financier de l'UE, la Guardia Civil espagnole a instauré le Système intégré de vigilance extérieure (SIVE), dont l'objectif principal est la surveillance des frontières maritimes et terrestres. Ce dispositif contribue aussi au renforcement des capacités locales par la formation des forces de sécurité, l'assistance technique et matérielle et le partage d'informations opérationnelles.

Un partenariat qui fait l'objet de critiques croissantes

Plusieurs organisations internationales de défense des droits humains dénoncent un durcissement des contrôles migratoires en Mauritanie, accompagné de graves violations des droits fondamentaux. En août 2025, Human Rights Watch a publié un rapport intitulé « *Ils m'ont accusé de tenter de rejoindre l'Europe* » : *abus liés au contrôle des migrations en Mauritanie et à la politique d'externalisation de l'UE.*

Le document s'appuie sur les témoignages d'une centaine de migrants et de travailleurs humanitaires, décrivant des conditions de vie dégradantes et des violences quotidiennes.

Le rapport fait état de nombreux cas de harcèlement et d'arrestations arbitraires menées par les forces de sécurité mauritaniennes. Des migrants témoignent également de pratiques d'extorsion et de mauvais traitements commis sous couvert de contrôles migratoires. Un Sénégalais de 26 ans raconte ainsi : « Des gardes-côtes mauritaniens nous ont attrapés après presque trois jours en mer. Ils nous ont demandé de l'argent. Ils nous ont menacés en disant que, si nous ne payions pas, ils prendraient nos bouteilles d'essence. Plusieurs d'entre nous ont été frappés. J'ai été battu parce que j'étais capitaine et qu'ils pensaient que j'avais organisé le départ vers l'Espagne. J'ai encore une cicatrice près de l'œil gauche. »

La violence et les irrégularités deviennent la norme

Human Rights Watch affirme également avoir documenté des cas d'extrême violence physique, incluant des actes de torture et de viol, lors des arrestations, des interceptions à terre, des détentions et des expulsions. Des personnes détenues dénoncent des conditions d'hygiène déplorables et l'imposition du jeûne forcé dans certains centres. Un homme sénégalais détenu au centre de Nouadhibou témoigne : « De 18 heures jusqu'au lendemain matin, tu ne peux pas sortir. Tu dois uriner dans la pièce. On ne pouvait pas se laver. »

Depuis le début de l'année 2025, les expulsions se sont fortement intensifiées. Près de 28 000 personnes auraient été refoulées au cours des six premiers mois de l'année, contre 16 410 sur l'ensemble de l'année 2024.

En décembre, le journal Entrevue révélait que ces expulsions, souvent menées sans procédure régulière, laissaient les personnes concernées dans l'incapacité de faire valoir leurs droits. Les autorités du Mali et du Sénégal ont également exprimé leurs critiques face au refoulement de migrants vers leurs territoires. De nombreuses personnes restent donc bloquées à travers la Mauritanie, sans possibilité de poursuivre leur route vers l'Europe ni de rentrer dans leur pays d'origine.

Les réponses des autorités mauritaniennes et européennes

Le gouvernement mauritanien affirme agir strictement dans le cadre de la loi et rejette catégoriquement toute accusation de violations systématiques des droits des migrants. Il soutient que la coopération avec l'Union européenne s'inscrit dans une stratégie globale de lutte contre l'immigration irrégulière et le trafic d'êtres humains.

Au niveau européen, l'Union européenne et l'Espagne réaffirment leur soutien au partenariat et leur volonté de le poursuivre. Le président du gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, a réitéré cette position lors de la rencontre annuelle avec le corps diplomatique, le 8 janvier 2026 à Madrid. Il a souligné l'importance de "construire un environnement pacifique, sûr et stable, fondé sur une prospérité partagée, avec des voisins aussi importants pour notre pays que le Maroc, le Sénégal et la Mauritanie".

En conclusion, le partenariat en matière de migration entre l'Union européenne et la Mauritanie s'inscrit dans la dynamique croissante d'externalisation du contrôle des frontières européennes.

Toutefois, cette coopération est vivement contestée par Human Rights Watch. Dans un rapport publié en août 2025, l'organisation a dénoncé des violences subies par des migrants sur le territoire mauritanien dans le cadre de dispositifs financés par l'UE. Face à ces accusations, les autorités mauritaniennes et européennes ont fermement démenti toute violation et réaffirmé leur engagement. Cette controverse survient à seulement quelques mois de l'entrée en application du nouveau Pacte européen sur la migration, laissant un goût amer et ravivant les interrogations sur sa mise en œuvre.



**Valeria MARTIN
MARTINEZ**

Europe moves in as Russia looks away:

The new game in Central Asia

In the shadow of Russia's war in Ukraine, Central Asian countries are quietly diversifying their partnerships. Europe, once a distant actor in the region, is now signing economic agreements, investing in infrastructure and expanding trade ties. As cooperation between the European Union and Central Asia deepens, Moscow's long-standing dominance faces new limits. What does this shift mean for Russia's influence in its former backyard?

For decades, Central Asia was seen as firmly anchored to Moscow. Political ties, military cooperation, labour migration and energy routes all reinforced Russia's dominant position in the region. But since 2022, the balance has begun to shift. While Russia remains an important actor, it is no longer the only one shaping Central Asia's future, as Europe is increasingly part of the picture.

A region shaped by Moscow's legacy

Russia's influence in Central Asia is deeply rooted in history. From the Russian Empire to the Soviet Union, the region was tightly integrated into Moscow's political and economic system. After the collapse of the USSR, new states emerged, but Russia retained leverage through security alliances, energy infrastructure and remittances from millions of Central Asian workers employed on Russian soil.

That dominance, however, has never been absolute. Central Asian governments have long pursued so-called "multi-vector" foreign policies, deliberately avoiding dependence on a single power by engaging with multiple ones in parallel, to balance Russia, China and other partners. What has changed in recent years is the intensity of that diversification. Russia's invasion of Ukraine, combined with international sanctions and economic strain, has weakened its ability to act as an uncontested regional power.

Europe returns to a region it once overlooked

As Russia's attention and resources are absorbed by the war, the European Union has accelerated its engagement with Central Asia. This is not a sudden move, but a strategic one. According to the European Council, the EU is now the region's second trading partner and its largest investor, accounting for more than 40% of foreign investment in Central Asia. Relations, the Council notes, have become "of increased strategic importance" over time.

Brussels has also negotiated enhanced partnership and cooperation agreements with all Central Asian countries except Turkmenistan. These agreements go beyond trade: they cover political dialogue, energy, transport and regulatory cooperation, signaling long-term commitment rather than short-term diplomacy. Recent developments confirm this trend.

Reporting on new EU–Central Asia agreements, Euronews highlights growing cooperation in areas such as transport connectivity, critical raw materials and green energy. For Central Asian states eager to reduce dependence on Russian routes and markets, the EU offers an attractive alternative.

The numbers behind the influence

Data published by the Council of the European Union in October 2025 shows that the EU has become Central Asia’s biggest investor and one of its most important trade partners. European engagement is particularly strong in energy, infrastructure and transport, sectors that directly affect how the region connects to the rest of the world.

One key example is the development of the so-called Middle Corridor, which links Central Asia to Europe via the South Caucasus, bypassing Russian territory. While still facing logistical challenges, the corridor reflects a broader effort to diversify trade routes, an effort the EU actively supports through investment and political backing.

For Russia, this shift matters. Control over transport and energy corridors has long been a source of leverage. As alternatives emerge, that leverage weakens.

Investments Russia can no longer match

Beyond trade figures, the EU is positioning itself as a long-term development partner. Following the EU–Central Asia summit, the European External Action Service announced in April 2025 that the European Investment Bank would expand strategic investments in sustainable infrastructure across the region.

These projects focus on energy transition, transport resilience and economic diversification. At a time when Russia’s financial capacity is constrained by sanctions and war spending, this kind of forward-looking investment is difficult for Moscow to replicate. While Russia once played the role of primary investor and security guarantor, it now struggles to compete with the scale and scope of European financing.

This does not mean Central Asia is “choosing Europe over Russia.” Rather, it reflects a pragmatic recalibration.

European money, technology and regulatory expertise offer stability and predictability, qualities that are increasingly valued in a volatile geopolitical environment.

Shaping futures not just markets

European engagement in Central Asia is not limited to markets and infrastructure. According to the European External Action Service in November 2025, cooperation increasingly extends to education, skills development and employment opportunities.



EU-funded programs aim to strengthen labour markets, vocational training and social resilience across the region.

This softer form of influence is often overlooked, yet it may prove the most durable. By shaping education systems and professional standards, the EU helps form future generations of policymakers, entrepreneurs and workers. Unlike military alliances or energy dependence, this influence operates quietly and over the long term.

For Russia, whose soft power in the region has traditionally relied on language, media and migration ties, this represents a subtle but significant challenge.



Why Russia is still part of the equation

Despite these shifts, it would be premature to declare the end of Russian influence in Central Asia. Millions of Central Asian citizens still work in Russia and remittances remain vital to several economies. Russian remains widely spoken, particularly in urban centers, and security cooperation continues through bilateral agreements and regional structures.

Moreover, Europe is not the only external actor expanding its footprint. China remains a dominant economic force in the region, particularly through infrastructure financing and trade. Central Asian states are not replacing one hegemon with another but they are multiplying their options. This diversification reflects growing confidence among regional governments. Rather than belonging to a single sphere of influence, Central Asia is asserting itself as a strategic crossroads.

A post-imperial moment ?

Is Russia losing an empire? The answer depends on how “empire” is defined. Moscow is not disappearing from Central Asia, nor is it being replaced by Europe. What is changing is exclusivity. Russia no longer sets the terms alone.

Europe’s growing presence does not resemble imperial control. It is built on economic interdependence, regulatory influence and development cooperation. Yet its impact is noticeable. By offering alternatives, the EU limits Russia’s ability to dominate and gives Central Asian states greater room to manoeuvre.

The transformation is quiet, incremental and largely economic. But in geopolitics, such shifts often matter more than dramatic gestures. Central Asia is no longer just looking north. And in that change, the contours of a post-imperial Eurasia are beginning to emerge.



Tatiana PIRES

A shattered union abroad:

The EU's diplomatic missteps in the Middle East

The EU's diplomatic approach to the Middle East has always been cautious and normative, following a liberal logic, one that supposedly upholds international law and a rules-based order respecting human rights as a core belief. However, the EU is now considered less of a normative diplomatic power due to its weak cohesion and the multiple missteps that its representatives have made over the past year, especially related to certain longstanding conflicts. How can the EU still be considered the allegory of humanist values and soft power when facing diplomatic difficulties, especially in the Middle East?

A long-standing colonial history

“The beginnings of the European project [are] not only marked by an economic and political project but also an account of racial arrogance that originated in the colonial time.” As highlighted by political science professors of the University of Linköping, Peo Hansen and Stefan Jonsson, the EU was not simply born out of hopes of peace, dreams of unity and desires of economic prosperity but rather as a solution for fading imperial European powers to keep a hold on their colonial assets through other indirect means. Strict monetary policies bound to European capitals left newly independent nations with few economic options. The CFA Franc, for example, remained tied to Paris, effectively forcing former colonies to rely on their old colonisers for trade and development.

The international system favoured European states that were strongly emboldened by various integrationist efforts like the European Coal and Steel Community and the later European Economic Community.

During the 1957 Suez Canal Crisis, Britain and France conspired to take back control over the canal after Colonel Gamal Abdel Nasser nationalised all foreign companies. Even though European powers had to withdraw under international pressure from the US and the UN, this conflict highlights today's ongoing instability in the region. This legacy is visibly perpetuated in Gaza and the Occupied Palestinian Territories, where the historical Western *carte blanche* policy has contributed to a situation where millions of Palestinians have been murdered, starved and forcefully displaced since October 2023.

France and Britain also effectively controlled the vast majority of the region following the 1916 Sykes-Picot Agreement, carving up the Ottoman Empire into various mandates, protectorates or puppet states. Some of the most violent and repressive regimes were put in place or propped up by European nations hoping to keep this region under control to no avail. The aftermath and political system imposed by imperial powers in the Middle East make it hard for the EU today to diplomatically navigate the region without controversy.

For many local actors, the EU is not a neutral mediator but the successor of the very powers that drew the arbitrary borders of Middle Eastern countries in the sand.

The US and the EU: same, same but different ?

While often viewed as having the same “Western” interests, the US and EU have oscillated between lockstep unity and sharp divergence in the Middle East, though the results have often been similarly destructive. In the wake of 9/11, there was an immediate unity against terrorism. President G.W. Bush’s declaration of the “war on terror” rallied European nations to fight against Al-Qaeda. This era saw deep intelligence sharing and the rendition of suspects, often bypassing the very human rights laws the EU claimed to champion, already highlighting the double standard that puts the liberal international order in jeopardy.

The facade of unity cracked in 2003. While the UK and Spain joined the US invasion of Iraq based on falsified intelligence regarding weapons of mass destruction, France and Germany famously led the opposition. Dominique de Villepin’s speech at the UN remains a high-water mark of distinct European diplomacy, correctly predicting that the invasion would open a “Pandora’s box” of instability and divide European powers.

However, peace politics did not withstand the political turmoil of the Arab Spring Revolution. In 2011, it was European powers, specifically France under Sarkozy and the UK under Cameron, who pushed for intervention in Libya. While the US led partially, European jets spearheaded the campaign that toppled Gaddafi.

The subsequent collapse of the Libyan state into a haven for militias and arms trafficking demonstrated that European interventionism could be just as destabilising as American imperialism in the Middle East.

Following the horrific terrorist attacks in Paris in November 2015, France invoked Article 42.7 of the Lisbon Treaty, the EU’s mutual defence clause, rather than NATO’s Article 5. This galvanised EU member states to intensify their involvement in the coalition against ISIS in Syria and Iraq, marking a shift toward a more militarised, albeit fragmented, European foreign policy.

Underpinning many of these interventions is the undeniable thirst for resources. The US’s violent intervention in Iraq and the

European-led intervention in Libya, both nations with considerable oil and gas reserves, proved that the region has continuously been used as a scapegoat to re-establish the so-called “rules-based order”.





In reality, this order often served to secure energy flows to Western markets, leaving behind shattered societies, later categorised as “migration threats” by the very powers that had destabilised them.

Even though the involvement of foreign actors has been significantly reduced over the past years in clear contrast with the beginning of the 21st century, partial involvement remains. European state-owned military companies still provide weapons that fuel conflicts in the region. In June 2024, dock workers in Marseille refused to load cargo shipments destined for Israel. It was discovered that these parts were essential for the ammunition used by Israeli infantry in Gaza, even after the French government promised to stop expediting weapons to Israel. The UK only suspended 30 out of the 350 arms export licences to Israel. Italy continued to ship weapons under contracts signed before October 7, 2023, only stopping the approval of new licences. Italian distinct customs data (ISTAT) analysed by the magazine *Altreconomia* showed millions of euros in weapons and ammunition leaving Italy for Israel after the theoretical ban was in place. Germany, whilst decreasing the export of war weapons like tank shells due to public pressure, increased the export of defence equipment, categorising engines, tank transmissions and military trucks as “dual use” rather than “war weapons”. This political limbo is in stark contrast with the US’s continued support for Israel both financially and militarily.

However, some European countries have totally cut ties with Israel, once again showing the difficulty of coordinating action between the 27 members of the European Union.

Spain and Ireland have been at the forefront of the condemnation of Israel’s genocide in Gaza not being shy of using the term publicly and freezing all arms trade in early 2024. Both countries have also joined South Africa’s genocide case in the Occupied Palestinian Territories at the International Court of Justice.

An unruly Union

By late 2025, the EU appears to be united diplomatically, but the escalation of the conflict in Gaza and Lebanon has exposed deep fractures within the bloc. The tenure of Kaja Kallas as High Representative has been marked by significant criticism regarding Israel’s inhuman actions in Palestine. Her visit to Israel in March 2025 was widely viewed as a diplomatic misstep, as she was photographed offering support to the Israeli government at a time when the International Criminal Court and human rights bodies, including the UN Special Rapporteur on the Occupied Palestinian Territories, the Committee on the Elimination of Racial Discrimination, the UN Human Rights Office and the UN Independent International Commission of Inquiry on the Occupied Palestinian Territory (COI), were warning of potential genocide in Gaza.

Although she later shifted her tone in June 2025, admitting that Israel's actions “went beyond self-defence”, this inability to back words with concrete sanctions from the Commission revealed the hollowness of EU power.

The “two-state solution” mantra has collapsed into a paradox. In September 2025, a bloc of Western nations, including France and Belgium, joined Spain, Ireland and Norway in formally recognising Palestine. This created an ambiguous and bizarre situation where the EU's heavyweight members formally recognise a state that other members, such as Germany, Czechia and Hungary, steadfastly refuse to acknowledge. The EU officially supports a two-state solution, yet its internal machinery criticises or isolates member states that actually take the legal step to recognise those two states. This division is still visible at European Council meetings, the UN General Assembly and the UN Human Rights Council where some European countries clearly point out the double standard.

Towards a makeshift Common Foreign and Security Policy ?

The illusion of a Common Foreign and Security Policy is shattered. Member states now openly pursue independent foreign policies. Hungary constantly uses its veto power to block EU-wide sanctions against condemnations of Israeli violations.

Conversely, countries like Ireland and Spain have moved ahead with bilateral trade restrictions on settlement goods, bypassing Brussels entirely. The result is not a Union, but a collection of small powers arguing at each other, rendering the EU a slow diplomatic broker in the region. Nonetheless, we can also admire European strength and unity behind Denmark and Greenland when threatened by an ally, the United States, in January 2026.

It is clear that the response differs between regions and interests of nation-states; nevertheless, EU diplomacy cannot be reduced to simply being for or against a conflict or a regime, but rather it can be considered a cacophony of sovereign voices, effective only on the rare occasions when they accidentally sing in key.



Zack BALZAN



Security Cooperation

Between the EU and Japan in the Indo-Pacific

Europe and Japan may seem too distant from each other to have an interest in a joint security agenda, and for many years that was the case. Since the beginning of the last decade, however, the two powers progressively came closer, as both were exposed to the growing threat of Trump's attempt to demolish the global rules-based order, Putin's invasion of Ukraine and the rise of Chinese power. If this growing cooperation will lead to concrete actions is yet to be seen, what is clear is that Europe and Japan are working together to build a stronger and deeper partnership.

Center of Security, Diplomacy and Strategy

After the end of the Cold War, for many years the European Union and Japan looked to different regions and challenges. Europe was mainly focused on instability in its neighbourhood, while Japan watched growing tensions in East Asia. Their relationship was based mainly on trade, development cooperation and support for multilateral institutions, but they did not see each other as central partners in hard security.

A new strategy

In the last decade, this view has changed, as both face a more competitive and unstable environment caused by Russia's aggression, the return of Donald Trump to the White House, the rise of China as well as the spread of cyber and hybrid threats. The EU-Japan Economic Partnership Agreement (EPA) and the Strategic Partnership Agreement (SPA), signed in 2018–2019, created a basic legal and political framework for closer security ties. Russia's attack on Ukraine in 2022, Japan's more ambitious National Security Strategy and the EU's Strategy for Cooperation in the Indo-Pacific have made this framework more urgent and concrete. These developments are pushing the EU and Japan to build a denser network of cooperation that sees security in Europe and in the Indo-Pacific as closely linked.

Towards a strategic partnership

Structured political and security dialogues between the EU and Japan started to develop in the 1990s and expanded in the 2000s, but for a long time they remained modest in scope and impact.

Cooperation focused on broad themes such as development, peacebuilding and “human security”, while hard security was largely left to NATO in Europe and to the United States in East Asia. The global financial crisis and the growing weight of China gradually pushed both actors to think in more strategic and long-term visions.

In the late 2010s, the relationship took on a clearer security dimension. The SPA formalised regular consultations on foreign and security policy, including crisis management, non-proliferation and counter-terrorism. At the same time, the EPA deepened economic interdependence in trade, services, standards and investment. Together, these agreements laid the foundations for a more complete approach. More recent strategic documents show that the EU and Japan now have a very similar perception of threats and values they want to defend (e.g., the rules-based international order and democracy). Russia’s invasion of Ukraine made this convergence particularly visible: Japan imposed unprecedented sanctions on Moscow and supported Kyiv, while European leaders became more alert to potential cross-regional crises involving East Asia. Furthermore, both sides also worry more and more about China’s military build-up, which the EU calls a “systemic rival” and Japan its “greatest strategic challenge”.

The 2024 Security and Defence Partnership

A key step in this evolution is the 2024 EU–Japan Security and Defence Partnership, which consolidates and expands earlier initiatives. The document presents a roadmap for cooperation in several fields, including maritime security, cyber defence, hybrid threats, disinformation, economic security, space, disarmament and crisis management.

It expresses a common ambition to move from occasional projects to more structured collaboration.

The Partnership also notes the intention to explore an agreement on the protection of classified information, which would be an important condition for deeper intelligence sharing and more complex joint activities. By indicating concrete areas and instruments, the text aims to turn shared strategic narratives into practical measures and regular activities.

Maritime, cyber and economic security

Maritime security is one of the most visible pillars of EU–Japan cooperation. Since the early 2010s, Japan’s Maritime Self-Defense Force and the EU’s naval operation EUNAVFOR Atalanta have worked together in the Gulf of Aden on activities such as anti-piracy patrols, which have created habits of cooperation and channels for information exchange. Building on this experience, the Security and Defence Partnership calls for broader and more regular naval cooperation, including in the Indo-Pacific region.

Another area that has become very important is cybersecurity. The bilateral EU–Japan Cyber Dialogue brings together diplomats and experts to discuss threat assessments, responsible behaviour in cyberspace and coordinated responses to cyber incidents. Both actors emphasise the growing dangers of attacks on critical infrastructure and state-sponsored ransomware, but beyond the technical side, the EU and Japan also work together on hybrid threats, especially foreign information manipulation and interference.

Economic security is perhaps the most innovative dimension.

Both economies are deeply integrated into global supply chains for semiconductors, critical raw materials and high-end technologies, making them vulnerable to geopolitical disruptions. This has led to a shared focus on diversifying suppliers, building reserves and better protecting sensitive technological ecosystems. Through closer coordination, they aim to reduce vulnerabilities to political pressure from third countries, while still keeping markets relatively open.

New domains and limits

The 2024 Partnership also points to space security and the safety of space-based infrastructure as emerging areas for dialogue and potential cooperation. As both actors expand their activities in space, the possible militarisation of space gains importance. At the same time, traditional themes such as disarmament and crisis management remain central. The EU and Japan coordinate positions in multilateral forums on non-proliferation, small arms and light weapons and export controls, and they support UN peacekeeping and post-conflict reconstruction with similar principles and objectives.

Despite this ambitious agenda, there are still clear limits to how deep and fast EU–Japan security cooperation can develop. There is often a gap between political declarations and concrete implementation: many initiatives stay at the level of dialogue and working groups instead of becoming strong commitments or operations. Limited resources, competing priorities and the central role of the United States in both European and Japanese security mean that cooperation between the EU and Japan will mostly complement rather than replace existing alliances.

Nevertheless, security cooperation between the EU and Japan has clearly entered a new phase, shaped by a tougher international environment and supported by frameworks like the SPA and the 2024 Security and Defence Partnership. The relationship now covers many areas that would have seemed unlikely only a decade ago. The future of this cooperation will depend on whether both sides manage to turn dense networks of meetings and documents into practical and lasting collaboration; if they do, they can play a distinctive role as partners linking Europe and the Indo-Pacific.



Carolina TURATI

Is the *Brussels Effect* losing its power ?

For years, the European Union shaped the world without using hard power. By regulating its own market, it pushed global companies to follow its rules. Today, under pressure from Washington and concerned about its own competitiveness, Europe seems to be moving backward, questioning the effectiveness of its own regulations.

How does the EU shape the world?

The European Union is not a military superpower. It is not known for imposing its influence through force. Yet for a long time, it had something just as powerful: the ability to set the rules of the game.

This power was famously described by scholar Anu Bradford as the “Brussels Effect”. It means that when the EU regulates its internal market, global companies often adapt to those rules everywhere, not just in Europe. The reason is not political alignment with Europe, but economic interest. Access to the EU’s Single Market, which brings together around 450 million consumers and is the world’s second-largest integrated market, is simply too crucial to ignore. Faced with the cost of complying with multiple regulatory regimes, many firms opt for a single standard and apply it globally. That standard is usually the strictest one, and it is often European. As a result, EU rules have travelled far beyond Europe without treaties, sanctions, or diplomatic pressure.

The best known examples are in the digital realm.

When the General Data Protection Regulation (GDPR), the EU’s main law setting strict rules on how personal data can be processed and transferred, entered into force in May 2018, it did not stay within Europe’s borders. Tech giants such as Meta, Google and Microsoft updated their privacy policies worldwide rather than creating separate systems for the EU. At the same time, more than 100 countries, from Japan to Brazil, copied parts of the regulation into their own legal frameworks. Even in the United States, California adopted privacy rules inspired by GDPR. A similar story played out in the digital market when new EU “common charger” rules pushed Apple to abandon its proprietary iPhone connector worldwide.

These spillover effects encouraged the European Commission to continue setting rules for unregulated areas, such as artificial intelligence, cybersecurity and the power of large digital platforms. As many experts point out, the logic followed was that if Europe manages to set digital rules that others follow, it can promote its values and norms more effectively than through diplomacy alone.

The same dynamic has appeared in other policy areas, such as environmental protection and EU food safety rules. REACH, the main EU law designed to protect human health and the environment from chemicals, has had a similar impact. It requires companies to prove that the chemicals they use are safe before selling products in Europe.



For years, policymakers pointed to these cases as proof of the EU's global influence. Whether this indirect way of shaping the world can remain effective and sustainable over time, however, is now far less clear.

A step backward

In late 2024 and throughout 2025, the tone in Brussels began to switch. With the start of the new Commission's mandate, priorities on von der Leyen's desk changed drastically. Issues like security, defence, and above all competitiveness began taking importance under the motto "making Europe simpler and faster." Regulation, once seen as a strength, started being perceived as a problem. European leaders were concerned that strict rules could be holding back the EU's economy, slowing innovation, and limiting growth. As an EU lawmaker told Politico, "I don't hear anybody in Brussels saying 'We're a super regulator' anymore."

What drove this change? One major factor was Europe's growing worry about competitiveness. Draghi's report of September 2024 finally sounded the alarm: the EU was falling behind in both innovation and investment. Between 2019 and 2024, the EU passed around 13,000 pieces of legislation, compared to roughly 3,000 in the United States. Meanwhile, only 3 of the Forbes world's top 50 AI companies are from the EU. According to Draghi, the challenge for Europe is not to abandon regulation, but to simplify it and apply it more efficiently.

At the same time, pressure from the United States added a new sense of urgency. After the return of a more confrontational US administration, the EU accepted a 15% tariff on most European exports, while steel and aluminium remained subject to 50% tariffs on EU imports.

What made this especially sensitive was the link Washington began to draw between trade and regulation. US Commerce Secretary Howard Lutnick publicly suggested that any willingness to lower tariffs further would depend on Brussels “reconsidering” parts of its digital rulebook, particularly the Digital Markets Act and the Digital Services Act, which directly affect major US tech firms. It was widely acknowledged in Brussels that this pressure played a role in the decision to pause, review or water down parts of the EU’s digital agenda.

In light of this, the European Commission chose to slow down or simplify some initiatives. In December 2025, the Commission adopted the Digital Omnibus, a package presented as a set of simplification measures but widely seen as a retreat. The implementation of the Artificial Intelligence Act was paused, while several data protection and privacy obligations were reviewed. Companies were given more time to determine how to comply, and common AI applications could be declared “low risk” without external oversight. At the same time, parts of the GDPR were restructured, with the stated aim of reducing administrative burdens and facilitating the use of data for innovation, including the training of AI models.

Similar adjustments followed in other areas. On climate policy, elements of the Green Deal were postponed or reframed, and sustainability reporting and due-diligence requirements for companies were softened. In agriculture, the Farm to Fork Strategy, once presented as a cornerstone of Europe’s green transition, was watered down after months of political pressure from member states and farmers.

For many experts, the problem is not that Europe regulates too much, but that it no longer seems sure about why it does so. Scholars warn that the Brussels Effect only works when the EU believes in its own rules and enforces them consistently. Civil society sees the current direction as a red line and in an open letter, 127 organisations warned that the Digital Omnibus risks becoming a Trojan horse for deregulation. They described it as “the biggest rollback of digital fundamental rights in EU history” and criticised the speed at which it was pushed through.

In a world where power is increasingly exercised through pressure and threats, the European Union has been tested. External pressure has grown in recent years, and in some cases Europe’s response has fallen short. If the EU wants to remain influential, it needs to act more cohesively and defend what makes it credible. This mandate risks becoming one of backward steps. The real question is whether, under these conditions, Europe can still deliver on its long-term goals, project its values abroad as a leader and restore trust and legitimacy among its own citizens.



Andrea ABRIL

EU Mercosur agreement:

Free trade or fair trade ?

On 18 December 2025, around 1,000 tractors and 8,000 farmers gathered in Brussels during a meeting of EU leaders to protest the potential approval of the long-debated EU-Mercosur trade agreement. Supporters of the deal argue that it would be a major opportunity for both EU and South American economies, while many farmers from all over Europe worry it could create unfair competition and erode the environmental as well as the sanitary standards of products. On 9 January 2026, the agreement was approved by the Council and on 17 January, it was signed in Paraguay by EU and Mercosur representatives.

A long history of cooperation and hesitation

The EU and Mercosur (the South American bloc led by Argentina, Brazil, Paraguay and Uruguay) have been circling this trade for about 20 years. Cooperation started back in 1995 with an Interregional Framework Cooperation Agreement aimed at strengthening relations and leading the way for a future possible free trade area between the two blocks. After this step, the talks advanced unevenly during the past 20 years, before picking up speed again in 2016. The agreement in principle was reached in 2019, a turning point that raised many doubts among farmers and environmentalists, leading to additional negotiations beginning in March 2023.

The deal has three pillars: political dialogue, cooperation and trade. The latter has been the most debated issue.

Momentum returned for the EU-Mercosur Partnership Agreement in December 2024, when the two sides announced a political agreement on the trade pillar and even more so in September 2025, when the European Commission presented the proposals for formal signing. However, the deal still required full ratification, which proved difficult to obtain, as was seen during the EU summit held on 18 December. Discussions among member states were tense, with several of them opposing the deal, pushing for a postponement of the vote. Thus, European Commission President Ursula von der Leyen delayed the approval of the Mercosur agreement to January 2026, despite discontent from Germany and Spain.

France is still sceptical of the Mercosur deal, warning it could bring cheaper South American products that do not meet EU food-safety and environmental rules. It argues that protecting farmers and consumers from unfair competition is non-negotiable. Italy's Prime Minister, Giorgia Meloni, initially withheld support for the agreement, arguing that Italy would back it only with stronger safeguards for its agricultural sector and requesting additional time to address farmers' concerns. After a few weeks, Italy ultimately voted in favour on 9 January. Indeed, on that day, the European Commission was able to secure the qualified majority, meaning at least 15 member states representing 65% of the EU population, required to authorise the EU signature.



This led to the signing of the agreement by the EU and Mercosur representatives in Asunción on 17 January. The agreement now requires ratification by the European Parliament, which, on 21 January, approved a proposal to request a legal opinion from the European Court of Justice. This could delay the process of ratification by two years.

Why is this deal so appealing ?

In economic terms, the deal would have an enormous impact, as it's often described as creating the world's biggest free trade zone, covering a combined market of over 700 million consumers. From the EU's perspective, Mercosur is already one of its major trading partners: the EU exported €57 billion in goods in 2024 and €29 billion in services in 2023 to Mercosur countries. Yet, as there's no preferential agreement between the blocs, European companies still face many trade barriers, such as high tariffs and time-consuming customs procedures. The deal aims to remove trade barriers in order to make it easier for EU firms to export goods and services to Mercosur and to invest. But not only that, it would also mean the elimination of complex paperwork, different technical rules, slower border checks, removal of unfair taxes on imported goods and improvement of trade in raw materials. As for now, Mercosur tariffs are high on EU products, especially on cars, machinery, information and communications technology equipment, textiles, chocolate, spirits and wine.

The latter, for example, is subject to tariffs of 27%. One of the most influenced EU sectors would be the agri-food sector, as exports are projected to grow by almost 50%, alongside machinery, pharmaceuticals, automobiles, textiles and clothing. At the same time, the deal would ease imports of South American rice, sugar, beef, honey, poultry, coffee and soybeans into the EU. The deal also promises to recognize 344 European GIs (Geographical Indication), to ensure their authenticity and prohibit imitation products. The European Commission has repeatedly stressed that EU sanitary and phytosanitary standards would remain unchanged, requiring all imports to comply with existing regulations. Overall, the agreement is expected to boost EU exports to Mercosur by up to 39%, worth around €49 billion, and support more than 440,000 jobs across Europe. There is also a strategic side. Recent reporting describes the deal as part of a wider EU effort to reduce over-dependence on China by securing access to critical materials and to recover from the loss of exports caused by U.S. tariffs.

Does free trade mean fair competition ?

Over the years, European farmers have repeatedly voiced their concerns and the protests on 18 December prove the resurfacing of tensions. The demonstrations were also linked to broader fears over planned cuts to the Common Agricultural Policy (CAP) in the EU's upcoming 2028-2034 multi-year budget.

Farmers worry that lowering tariffs on imports from Mercosur countries could lead to unfair competition for European products. Indeed, production costs are lower in Mercosur countries and social, environmental as well as food safety standards are often less stringent than EU standards, potentially creating difficult conditions for European farmers to compete. The beef sector is at the centre of concerns. The European Commission claims the agreement would allow a quota of 99,000 tonnes of Mercosur beef into the EU annually at a reduced 7.5% duty, which corresponds to around 1.5% of total EU beef production. Imports beyond that quota would still face today's higher, deterrent tariffs. Some economists argue the lower duty will benefit exporters already selling to Europe, rather than flooding the market with new suppliers. Farmers, however, worry that even this volume could trigger price falls and disrupt local markets.

Following consultations with member states, farming organizations, NGOs and industry representatives, bilateral safeguard clauses have been added to the draft agreement and, in December, the Council as well as the European Parliament reached a provisional deal on bilateral mechanisms for safeguarding agricultural products.

These safeguards would allow the EU to temporarily suspend preferential tariffs on imports from Mercosur if they are found to harm European producers, while also setting quotas on sensitive agricultural products, such as beef, poultry, sugar and rice. In addition, the agreement includes compensation measures for farmers: alongside the roughly €300 billion in income support planned under the post-2027 Common Agricultural Policy, the European Commission has proposed a €6.3 billion safety fund, known as Unity, to mitigate agricultural market disruptions. However, these additional measures have been harshly criticized for having vague language, extremely high thresholds and for being too slow to implement. Many Members of the European Parliament, from the Left, the Greens/EFA, S&D and EPP, opposed this deal.

Environmental credibility

Environmental worries deepen the debate, as today's trade deals are judged not only by economic advantages, but also by climate credibility. While the EU has assured the deal respects the provisions of the Paris Agreement, it would facilitate imports of beef, especially from Brazil, whose cattle ranching has been linked to deforestation. Therefore, critics of the deal claim it could indirectly fuel forest clearance and climate instability.



Concerns also extend to Indigenous territories. A Greenpeace report published on 25 September 2025 warned that beef connected to illegal ranching on protected Amazon Indigenous land may have reached Europe via “cattle laundering”: cattle raised illegally are moved to non-embargoed farms before slaughter. This practice masks the origins of products, reduces transparency for consumers and undermines animal-welfare safeguards.

Who gains and who pays ?

The debate surrounding this agreement is not just about trade with South America, it also reflects long-standing tensions between rural and political priorities as well as between climate commitments and economic competitiveness. This situation makes us wonder whether “open markets” are fair to the people most exposed to global competition. While the EU-Mercosur deal is obviously strategically important, it raises a bigger question often avoided because it may sound “anti-trade” or “protectionist”: does economic globalization automatically benefit everyone? Free trade can expand markets and lower costs, but it can also concentrate benefits in sectors that are already strong while pushing disadvantages onto groups with less bargaining power, often farmers and rural communities. If the EU wants this agreement to be accepted, it has to show that it isn't just about exporting more, but also about protecting livelihoods and keeping climate promises believable.



Ludovica AVALLE



The EU as an international normative power

Has the EU lost its **credibility** ?

What role does the European Union (EU) play in the world? Beyond being one of the largest global economies or a key regulatory actor, the EU mainly understands its international identity as that of a normative power—a player that aims to shape international politics by upholding and promoting its values and interests. To put it in simpler words, the EU aspires to set a good example for the rest of the world by advocating for principles such as democracy, peace, human rights and sustainability.

Nevertheless, recent developments have undermined the credibility of the EU in this role. The questionable actions of the Union, or its inability to act, in events such as the war in Ukraine, the Middle East crisis or the American attack on Venezuela have put the Union under close watch.

Value-driven politics: the distinctive factor of the EU's global identity

The concept of the EU as a normative power is rooted in its historical and institutional foundations. The early European communities (EC) were born from the desire to achieve peace on the continent and motivated by the idea of common cooperation as the way to achieve this objective. Apart from the EC, many of the European projects and international organisations that thrived in post-WWII Europe also shared the same ideal that characterises the EU as a community of values, being the Council of Europe, alongside its European Convention on Human Rights, the best-known organisation of this kind.

In one of his articles, Professor Ian Manners explains that the Union's unique background of values was key to shaping its international identity during the 1990s. The EU, established by the Maastricht Treaty in 1992, did not fit the pre-existing concepts of 'power', closely associated with military and civilisational capabilities. Although its 'normative' power was not the only factor that composed its identity, it was definitively the most distinctive one.

To this day, the EU's commitment towards value-driven politics has been particularly remarkable in two areas: its enlargement policy and its support for international law. As for the first one, the EU has been quite successful in strengthening democracy and the protection of human rights in Central and Eastern European former Soviet states by establishing political conditions to achieve membership. Regarding the second one, the EU has consistently worked for the respect of international law, often persuading non-EU states to ratify international agreements, providing legal expertise and support if needed.

A changing Global context: the rise of power politics

In recent years, the international context has changed dramatically, putting the European Union in a difficult position. The rise of China as a non-democratic global power and the populist turn in the American government have shifted international politics towards power-based, military competition rather than value-driven cooperation.

The post-Cold War optimism that once seemed to favour the spread of liberal democratic values has vanished.

In this power-driven political context, the European emphasis on norms appears less influential. Not only do other countries seem to be less willing to listen and comply with the values promoted by the EU, but the Union's lack of military capabilities has put it in a weak negotiating position. This has been evidenced by the Russian invasion of Ukraine: EU sanctions and diplomatic actions have not been sufficient to stop Russia's attacks, and the United States, a presumed European ally, has deliberately sidelined the Union in peace negotiations, recognising the EU's pivotal role in ending the conflict yet prioritising American interests.

Furthermore, this complicated situation has led some member states to start questioning the role that the EU should play in the global arena. The EU is experiencing a new wave of distrust and polarisation, putting at risk not only its identity as a normative power at the international level, but also the same principles guiding its internal governance.

Internal and external inconsistencies: the EU's selective norm promotion

The current international context has put the EU in an uncomfortable position, making it more difficult for it to promote its values.

Nevertheless, the greatest threat to the EU's credibility as a normative power does not lie in the declining influence of value-driven politics in a changing global arena, but in its inconsistencies in norm promotion which have been exposed by these political shifts.

Internally, the Union is struggling to enforce its foundational values in the midst of a wave of democratic backsliding sweeping the region. Despite clear violations of judicial independence, media freedom and the rule of law in some of its member states, the EU has proven to be slow and inconsistent in its responses—a worrying concern considering that even those who were “role model democracies”, such as Germany and France, show instances of deterioration. The best example of this is the apparent ineffectiveness in the implementation of the Article 7 TEU procedure—a Treaty provision that foresees the application of sanctions against member states that do not comply with the values of the Union—only used twice, against Poland and Hungary, and without achieving the intended compliance. The EU's inability to act in this matter contrasts with its strict enlargement policy, showing that while the EU applies strict filters to new applicants with the aim of protecting its values, once a country gets into the Union, the latter lacks the tools to stop the spread of authoritarianism in said territory.



Externally, the EU has been accused of applying its norms selectively. While it strongly criticises some states for human rights violations or for not respecting international law, it maintains political, economic and military ties with countries that systematically violate these norms and values. Perhaps, the most notable diplomatic inconsistency in this sense is that the political and economic sanctions imposed by the EU on Russia for invading Ukraine have not been imposed on either Israel or the United States—countries with which the Union seems to share common strategic interests—for their repeated violations of international law. But that is just one example among many others. In the field of migration and asylum, and although the Union recognises the latter as a fundamental right, the EU continues to sign new agreements with non-democratic third countries—such as Turkey, Libya or Tunisia—in order to stop the entrance of migrants into the continent, showing that Europe prioritises border control over democratic conditionality. Similarly, the EU cooperates with authoritarian regimes to secure energy provisions—being Algeria and Azerbaijan two of its main gas suppliers—or even for security and military reasons if there are shared interests at stake, as it is the case with Egypt. Its trade and economic relationships may be seen as the icing on the cake, with China emerging as one of the main partners of the EU. This is not to say that the Union should not work alongside countries that are not fully democratic—this is effectively unfeasible and counterproductive—but to show why the EU is often seen as hypocritical in its role as a normative power.

Has the EU lost its credibility ?

The EU has not entirely lost its status as an international normative power, but its credibility has been significantly weakened. While it continues to promote important values and remains influential in other policy areas, its normative role is being increasingly contested. A changing global context marked by power politics, combined with internal rule of law challenges and selective external norm promotion, has undermined the EU's ability to act as a consistent and convincing value-driven actor. The future of the EU's normative credibility depends on its willingness to stay consistent in the application of its norms or to adapt completely to this complex international system in order to become relevant in a different way.



**Juan Carlos
LUQUE LOPEZ**

Droits humains :

Un élément **crédible** de la politique étrangère de l'UE ?

L'Union européenne aime se présenter comme une puissance morale et normative sur la scène internationale, qui prétend avoir comme boussole de sa politique étrangère la promotion et le respect des droits humains. Pourtant, à force de compromis diplomatiques et de dépendances économiques, son action extérieure apparaît bien souvent en décalage avec ses principes affichés. N'est-ce qu'une contradiction ou un véritable problème de crédibilité ?

Les droits humains: une ambition au coeur des traités de l'UE

Les textes constitutifs de l'UE sont imprégnés par la volonté de protéger et de respecter les droits humains, présentant ces derniers comme une valeur fondamentale de l'Union (Art. 2 TUE). Les provisions de traités sont très claires concernant l'action extérieure de l'UE, elle « repose sur les principes qui ont présidé à sa création » et parmi lesquels comptent les droits humains (Art. 21 TUE). À la vue de ces éléments, on est amené à regarder l'UE comme un véritable vecteur des droits humains, poussant cet aspect dans les moindres recoins de sa politique étrangère.

Des principes aux instruments

Cette ambition normative se traduit par un arsenal d'instruments concrets comme la mise en place de clauses de conditionnalité (ou clauses des « droits de l'homme »).

Dans ses accords de coopération et commerciaux passés avec des pays tiers, l'UE insère systématiquement des clauses sur les droits humains, conditionnant ainsi ses intérêts économiques et diplomatiques au respect des conventions internationales fondamentales. Cette logique se retrouve alors noir sur blanc dans les textes adoptés. Qu'il s'agisse de l'accord d'association signé avec le Maroc en 1996 ou avec la Jordanie en 2002, le respect et la protection des droits humains sont formellement actés. On comprend alors, ou l'on espère, qu'en cas de violation grave de ces droits, ces clauses autorisent une des parties à mettre en place des mesures appropriées, voire à suspendre l'accord de façon temporaire ou définitive. Cela a notamment été le cas en 2016, lorsque le Conseil de l'Union européenne a suspendu l'aide financière apportée à l'administration burundaise, sur fond de non-respect de la protection des droits de l'homme, de la démocratie et de l'État de droit.

Un engagement humain et financier

L'Union européenne met également son portefeuille au service de ses valeurs en finançant directement ses propres programmes, des programmes internationaux ou des ONG qui défendent les droits humains. Ces derniers reçoivent par exemple des fonds par le programme Citoyens, Égalité, Droits et Valeurs, qui injecte 1,55 milliards d'euros sur la période 2012-2027.



C'est le Service européen pour l'action extérieure (SEAE) qui pilote ces financements stratégiques, gérant les appels à propositions dans plus de 150 pays tiers pour appuyer l'action de centaines d'organisations. De la Guinée aux Balkans, ces subventions permettent des actions concrètes. Le SEAE apparaît donc comme l'outil financier de la politique extérieure des droits humains de l'UE.

Double standard et dilemmes stratégiques

Cependant, il convient d'être réaliste. Les clauses sur les droits humains dans les accords conclus avec les pays tiers sont très (trop ?) peu activées. Malheureusement, cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de violations justifiant une telle activation. L'UE préfère utiliser d'autres outils dans le cadre de sa politique étrangère, comme des sanctions individuelles. Ces sanctions, visant des personnes physiques ou morales plutôt que des États, sanctionnent les violations graves tout en limitant l'impact sur les populations. Elles prennent plusieurs formes comme le gel des avoirs ou l'interdiction de visas. Les investissements cachent également des fragilités. Dans son rapport de novembre 2025, la Cour des comptes européenne fustigeait l'opacité des milliards d'euros versés aux ONG, pointant du doigt un suivi défaillant et un impact réel difficile à mesurer.

Certaines organisations comme Amnesty International dénoncent une instrumentalisation politique et un double standard lorsque des subventions sont gelées pour certaines ONG tandis que d'autres bénéficient d'une certaine indulgence. Cette critique se fait ici dans le contexte des décisions de l'UE et de plusieurs États membres de suspendre ou de restreindre leurs financements à des ONG palestiniennes de défense des droits humains, sans conditions équivalentes pour les organisations israéliennes ou à des organismes gouvernementaux bénéficiant de ces mêmes fonds. Finalement, ce financement massif crée une dépendance structurelle des ONG locales envers Bruxelles.

La question de la crédibilité de l'UE émerge alors, légitimement, surtout lorsque l'on se penche sur ses relations avec certains pays, mettant en lumière un véritable double standard au détriment de ses principes.

Depuis l'invasion à grande échelle de l'Ukraine par la Russie en 2022, l'UE se tourne davantage vers d'autres alliés stratégiques pour s'approvisionner en produits énergétiques. Parmi ces derniers, le Qatar représente entre 12 et 14% des importations de gaz naturel liquéfié en Europe. En mai 2025, le commissaire à l'énergie, Dan Jørgensen, a confirmé une dépendance encore plus importante au pays du Golfe pour compenser l'arrêt total des importations de gaz Russe voulu d'ici fin 2027.

Pourtant, des rapports accablants ne cessent de tomber : Human Rights Watch dénonce le système abusif qui encadre les travailleurs migrants quand Amnesty International alerte sur la violation systématique des droits des femmes et des personnes LGBTQIA+. Malgré l'organisation de dialogues informels annuels entre Doha et Bruxelles, la réponse européenne ne reste que verbale et sans effet contraignant. Ce manque d'action concrète illustre une sélectivité stratégique : les partenaires énergétiques de l'UE échappent aux mesures que l'Union brandit depuis des décennies avec vigueur.

Ce genre de situation n'est pas rare quand on s'y intéresse plus longuement. L'Arabie saoudite, le Vietnam ou encore Israël illustrent cette contradiction. Malgré un bilan largement contesté et dénoncé en matière de droits humains, ces États ne font l'objet de presque aucune contrainte de la part de l'UE.

On peut aller encore plus loin en questionnant la position de l'Union européenne face aux États-Unis. Malgré un durcissement constant des politiques américaines envers l'UE sous Donald Trump, Kaja Kallas décrivait les États-Unis comme "le partenaire et l'allié de l'Europe" en janvier 2026. Cet allié applique pourtant la peine de mort au niveau fédéral, enregistrant pas moins de 26 exécutions dans la première moitié de 2025. Les événements choquants impliquant l'ICE (le service de l'immigration et des douanes) début 2026, comme la mort de deux citoyens américains lors d'opérations d'arrestation et d'expulsion massives de milliers de personnes soulèvent de graves questions sur les droits humains.

L'Union condamne ces faits avec une fermeté en demi-teinte qui ne reste que verbale, une fois de plus, et qui ne se traduit pas en mesures concrètes dans la relation bilatérale entre les deux acteurs.

Un dilemme structurel

Il y a donc un véritable fossé entre les valeurs, principes et ambitions affichés par l'Union européenne et ses pratiques concrètes. Bien que l'Union semble avoir tous les outils en mains pour appliquer une politique étrangère guidée par le respect et la promotion des droits humains, leur mobilisation sélective révèle un dilemme structurel entre un idéal et des choix pragmatiques dictés par les alliances stratégiques. L'attitude passive face aux dérives de certains de ses partenaires clés remet directement en question sa crédibilité sur la scène internationale. Ce double standard semble répondre à une logique rationnelle de préservation d'intérêts politiques, économiques et sécuritaires, au prix d'un manque criant de cohérence. À long terme, cette sélectivité stratégique discrédite sérieusement le rôle et la place de l'Union européenne dans ce domaine. L'espoir tient désormais à une prise de conscience stratégique et institutionnelle profonde, qui permettrait à l'UE de s'imposer comme un acteur cohérent et crédible, sans pour autant renier ses valeurs.



Julien ROHAUT

The EU Green Deal and the price paid by India

When the European Union launched its Carbon Border Adjustment Mechanism, the aim was to protect its green transition from unfair competition, but industries thousands of kilometres away are already feeling the effects. In India, a fast-growing economy heavily dependent on carbon-intensive exports, the new carbon border tax is increasing production costs, putting pressure on export industries and forcing a costly economic adjustment.

What is the European Green Deal ?

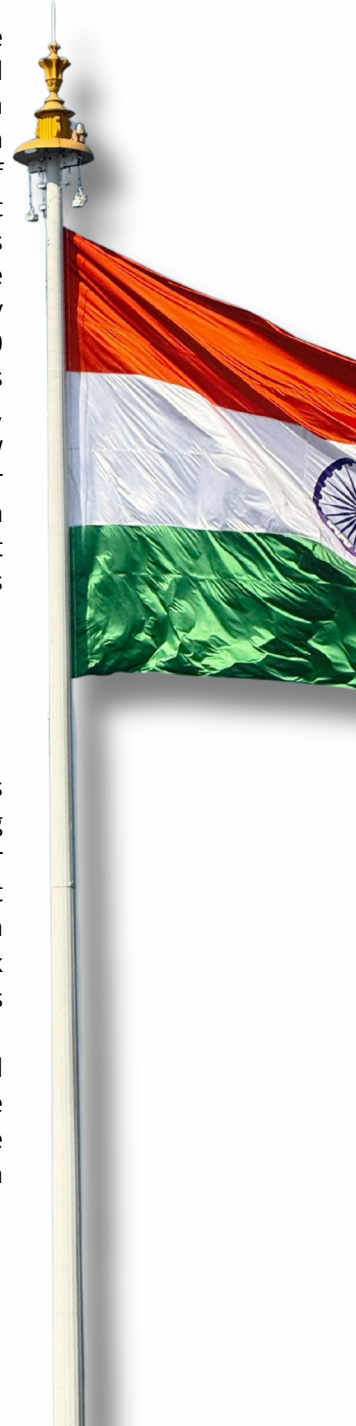
The European Green Deal, as explained by the European Commission and the European Parliament, is a plan to transform Europe's economy, energy, transport and industries for a more sustainable future. Launched by Commission President von der Leyen in 2019, it responds to citizens' urgent call for climate action. In particular, it aims to cut emissions by at least 50% by 2030, rising towards 55% while legally binding the 2050 neutrality goal through the European Climate Law. The overall package includes emission reduction targets across a broad range of sectors, a target to boost natural carbon sinks, an emissions trading system to cap emissions and put a price on pollution and general investments in the green transition. It also supports citizens and small businesses.

Three main phases are going to happen: the new Social Climate Fund will dedicate €65 billion from the EU budget to support EU citizens and their activities.

Secondly, the Commission presented its assessment of a 2040 climate target with recommendations of reducing net greenhouse gas emissions on the continent by 90% by 2040 compared to 1990 levels. Lastly, and this is where the focus will be, the creation of the new Carbon Border Adjustment Mechanism (CBAM). But what exactly is this mechanism?

What is the CBAM and why does it matter ?

The EU is tightening its carbon market, making it more expensive for companies to emit greenhouse gases. In order to tackle the risk of undermining EU's economic competitiveness and global efforts to reduce carbon emissions, the CBAM has been introduced.



The Carbon Border Adjustment Mechanism is the EU's tool to put a price on carbon emitted during the production of carbon-intensive goods entering the EU, and to encourage cleaner industrial production in non-EU countries. More specifically, it aims to avoid the so-called "carbon-leakage", the phenomenon that occurs when companies based in the EU move carbon-intensive production abroad to countries that have less stringent climate policies. This mechanism ensures that the carbon price of imports is equivalent to the carbon price of domestic production and most importantly, that the EU's climate objectives are not undermined.



Initially, CBAM covers a list of 303 energy-intensive products like iron, steel, cement, fertilisers, aluminium, electricity and hydrogen that together account for about 3% of EU imports.

But does this mechanism actually stop carbon leakage? Studies have shown that without CBAM, for every tonne of CO₂ emission avoided within the EU, approximately 0.19 tonnes of emissions would "leak" overseas. In addition, with CBAM, the leakage figure would not only drop but be reversed, because EU importers would shift sourcing to cleaner products. As a result, global emissions would decline more.

However, this system has been seen by many commercial partners as a protectionist barrier and not only as a climate instrument. The CBAM, as reported by the Financial Times, has been strongly opposed by countries such as China, India and Brazil.

They argue that it is a "unilateral trade measure in an environmental disguise". In India, however, steel production alone is responsible for about 12% of the country's carbon emissions, the highest share of any industrial sector, and more than a third of annual exports go to Europe. This shows an economy that is strongly dependent on sectors where the CBAM will have significant impact. The managing director of Indian steelmaker, Jindal Stainless, has also received complaints about the mechanism regarding EU clarity on CBAM, calling it "the most confusing topic there is in the world of trade this time". At the same time, it's not only the countries and the employees that share their concern and confusion, during international meetings like the COP30, national delegations of developing countries also criticised the unilateral approach of the EU, calling for justice for the countries that didn't have the means to reduce emissions.

Why is India particularly exposed ?

India is especially affected by the EU's CBAM because of the structure of its economy and its close trades with Europe. The EU absorbs roughly 14% of Indian exports, a share that includes a significant amount of carbon-intensive industrial goods now falling under the CBAM.

India is the world's second-largest steel producer, and products such as steel, iron, aluminium and fertilisers play an important role in its exports to the European market. Trade estimates suggest that over €8 billion of Indian exports to the EU could be affected in the mechanism's first phase alone.

The challenge is compounded by the country's energy mix: despite rapid expansion of renewables, coal still accounts for around 70% of electricity generation, making industrial production particularly carbon-intensive.

For exporters, this means higher costs and thinner margins. Industry groups warn that CBAM-related charges could increase export prices by 20 to 35% for some products, putting smaller producers, with limited access to capital for green upgrades, at a clear disadvantage.

Beyond company balance sheets, some have raised broader concerns. Export-led manufacturing has been central to India's development strategy, and new trade barriers, even climate-driven ones, risk slowing investment and job creation. New Delhi has responded on several fronts: challenging the CBAM in international trade discussions, invoking the principle of "common but differentiated responsibilities", while also pushing longer-term plans to decarbonise industry through renewables and green hydrogen. At the same time, some exporters are already looking to diversify away from the EU market, a sign that a climate policy designed in Brussels is quietly reshaping economic choices far beyond Europe.

However, these last days a new agreement between India and the EU has been reached: since the start of the 2007 negotiations, the EU tried to gain entry in the domestic market of India. Driven by geopolitical reasons after being hit by US tariffs for refusing to stop buying Russian oil, India has now partially left its protectionist tradition behind and opened its trade borders pending new agreements.

Under this recent trade deal, European exporters will benefit from reduced tariffs on most goods shipped to India, giving "EU business a substantial competitive edge in one of the world's most protected markets", says the Parliament. The deal will impact tariffs on cars, chemicals, pharmaceutical products, agricultural products like wine; but also European customers will benefit from cheaper prices on Indian textiles, gems and pharmaceutical goods. This is a milestone in the commercial relations between the EU and India, since the country is the ninth largest trading partner. Nevertheless, the CBAM issue was the stickiest one also in this context but to ease the tension EU has agreed to open a technical dialogue on CBAM that is likely to begin only after the agreement enters into force. Despite this, EU officials remark that Europe would not grant any preferential treatment to any trade partner.

Towards a fairer green transition

The tensions surrounding the European Green Deal and its impact on countries like India ultimately raise a deeper question about the kind of economic model that should guide the green transition. In Doughnut Economics, economist Kate Raworth argues that sustainability cannot be measured by growth alone.



Her proposal is simple but radical: economies should aim to meet basic social needs, from jobs to energy access, while staying within clear ecological limits, rather than endlessly expanding production and consumption.

Seen through this lens, climate policies such as the CBAM risk falling short if they focus exclusively on emissions while overlooking uneven development paths. A genuinely global green transition would require more than carbon pricing at the border. It would mean recognising different capacities to adapt, supporting industrial transformation in developing economies and rethinking success beyond GDP. As Raworth suggests, the challenge is not just to grow greener, but to build economic systems that allow societies to thrive without pushing others outside the “safe space” of development.



**Margherita
NORBIATO**

eyes on europe

The European Students' Magazine



Scan me to see our
website



eyes_on_europe



Eyes on Europe



eyes-on-europe.eu

THE EUROPEAN UNION **FACING** THE WORLD

L'UNION EUROPÉENNE **FACE** AU MONDE



Responding to hybrid threats in the Mediterranean:

The EU's southern security strategy

Across the volatile Mediterranean, the European Union is strengthening its southern borders in response to evolving security challenges. Faced with hybrid strategies ranging from energy coercion to the instrumentalization of migration, Brussels is deploying an integrated defence framework. The objective is to reinforce societal resilience, safeguard the maritime domain and counter the multi-billion-dollar illicit economies that contribute to regional instability.

The evolving face of Mediterranean warfare

The European Union's southern horizon, stretching across the Mediterranean to North Africa and the Sahel, is currently a region of "heightened concern" due to strategic competition. Both state and non-state actors increasingly deploy hybrid strategies. These involve coercive, subversive, and multi-dimensional actions designed to destabilize an adversary while remaining difficult to detect or attribute. Unlike conventional warfare, these tactics weaponize economic and social interdependencies.

A primary hybrid challenge involves the weaponization of economic instability, particularly in Libya, where organized fuel smuggling has transformed into a multi-billion-dollar enterprise. According to a 2025 analysis by the investigative organization *The Sentry*, fuel smuggling now costs Libya about \$6.7 billion per year.

This illicit economy, coordinated by actors like the coalition led by Saddam Haftar, results in massive fuel diversion that directly impacts EU states such as Malta and Italy through maritime reexports. Fuel smuggling, alongside other forms of cross-border crime reaching Mediterranean ports, creates a systemic risk that criminal networks exploit through replicable illicit supply chains.

The European Union's integrated hybrid toolbox

Responding to these complex, interlinked threats requires a "whole-of-government and whole-of-society" approach. While the primary responsibility for countering hybrid threats rests with individual Member States, the EU facilitates cooperation across four main lines of action: situational awareness, resilience, response, and cooperation.

A central pillar of this defense is the EU Hybrid Toolbox, established in 2022 under the Strategic Compass for Security and Defence. This mechanism coordinates tailor-made responses to multifaceted hybrid campaigns, pulling together preventive, cooperative, stability-building, restrictive and support measures.

To ensure these tools are effective, the EU is also establishing Hybrid Rapid Response Teams, civil-military expert teams providing direct assistance to counter hybrid aggression. These teams draw on national and EU civilian and military expertise to provide direct assistance to Member States and partner countries facing hybrid aggression.

Investment in Situational Awareness is equally critical. The Hybrid Fusion Cell, an intelligence-led hub within the European External Action Service (EEAS), acts as the single point of focus for analysing hybrid threats and provides intelligence-based foresight to decision-makers. To reinforce this capacity, the EU plans to strengthen its Single Intelligence Analysis Capacity, which brings together civilian and military intelligence across the EU, and to enhance the European Union Satellite Centre's ability to deliver autonomous geospatial intelligence.

Frontline maritime and border resilience

On the southern frontline, maritime security is a strategic imperative. The EU continues to consolidate naval operations, such as EUNAVFOR MED IRINI, a mission enforcing the UN arms embargo on Libya and intercepting illicit fuel exports, to maintain order in the Mediterranean.

This operation is notably authorized to prioritize the prohibition of vessels illicitly exporting refined petroleum products from Libya, directly tackling one of the region's largest hybrid economic challenges.

The EU also employs the Coordinated Maritime Presences concept to enhance the visibility and coordination of European naval forces in vital maritime zones. By asserting its interests at sea, the EU seeks to deter provocative acts and maintain the freedom of navigation in contested waters.

For border integrity, the European Border and Coast Guard Agency, also known as Frontex, spearheads efforts by utilizing sophisticated surveillance through the Eurosur Fusion Service. This service identifies suspicious activities, including the instrumentalization of migrants (the weaponization of human movement to achieve strategic goals through coercion), a tactic frequently used by hostile actors to create social division and pressure EU institutions. Addressing these root causes involves challenging cooperation with third countries. For instance, as reported by The Guardian in early 2025, the European Commission radically revised its funding to Tunisia, imposing clear human rights conditions after investigations exposed abuses against migrants by EU-funded security forces.



Defending the information domain

A major component of the EU's response is countering Foreign Information Manipulation and Interference (FIMI), defined as foreign-led information manipulation aimed at destabilising democratic processes. These campaigns often target vulnerable groups or stoke polarization to undermine the EU's global standing. FIMI is addressed via a dedicated toolbox aiming to detect, analyze and expose threat actors, while also providing the ability to impose costs on perpetrators through diplomatic and restrictive measures.

The EEAS utilizes its Strategic Communication Task Forces to analyze information environments globally. Specifically, the Task Force South (TFS) tracks disinformation and FIMI across the Middle East and North Africa region. By developing proactive communication strategies in Arabic and supporting independent journalists, the TFS helps build societal resilience against manipulation. This work ensures that citizens have access to credible information, helping them develop the critical skills needed to resist techniques deployed by hostile foreign actors.

To guard the southern horizon effectively, the EU must sustain the difficult diplomatic work required to forge resilient partnerships with neighboring states that are often exploited by malign actors. By combining robust security measures with targeted counter-disinformation efforts, the EU aims to solidify its position as a decisive and resilient global security provider.

Camille HOUYOUX

Le dilemme du prisonnier de l'IA

Réguler ou ne pas réguler

Dans un monde où la course à l'IA devient de plus en plus prépondérante, l'UE arrive aujourd'hui à un tournant. Alors que deux visions se sont toujours opposées, l'UE va devoir faire un choix, réguler l'IA pour protéger les citoyens, ou relâcher pour ne pas décrocher. Pendant que Washington et Pékin accélèrent la course à coups d'investissements et d'innovation, l'UE est plus partie pour la freiner à coups de régulations. Elle se retrouve alors coincée dans un dilemme du prisonnier. Si l'Europe freine seule, elle perd talents et capitaux; si tout le monde fonce, les risques explosent. Quel choix reste-t-il ?

L'IA, un impératif de puissance pour les États

« Celui qui deviendra leader en ce domaine sera le maître du monde ». Cette phrase, prononcée en 2017 par Vladimir Poutine, principale menace qui plane sur l'Europe, illustre surtout une réalité : l'IA est devenue un enjeu stratégique majeur, comparable à l'énergie ou à la défense.

D'abord, l'enjeu est économique. Selon l'OCDE, l'IA promet des gains de productivité massifs, de nouveaux marchés et une révolution des emplois. Toutefois, la valeur se concentre là où se trouvent les modèles, la puissance de calcul et les talents. La Commission européenne avertit que l'absence de champions nationaux signifierait une relégation économique durable.

Ensuite, l'enjeu est culturel. Un modèle d'IA n'est jamais neutre. Il reflète, à travers sa conception, les données et les priorités morales de ses concepteurs.

Si l'Europe dépend de systèmes conçus ailleurs, elle importera mécaniquement des schémas de pensée et des choix politiques étrangers.

Enfin, la dimension est sécuritaire. Selon le rapport annuel 2023 du Secrétaire général de l'OTAN, l'IA révolutionne l'art de la guerre, de la cyberdéfense aux systèmes semi-autonomes (comme les drones). Pour l'UE, ne pas maîtriser ces outils, c'est accepter une vulnérabilité stratégique face aux autres puissances.

L'innovation au cœur du calcul stratégique

Un problème demeure, si l'enjeu est régalién, la course se gagne sur le terrain privé. Le moteur de l'IA, qui tourne au carburant de l'innovation, repose sur les startups, les géants de la tech, et les fonds d'investissement. Ces acteurs, caractérisés par une extrême mobilité, s'implantent là où l'écosystème est le plus favorable : taxes faibles, accès aux capitaux et aux talents, et surtout un cadre réglementaire souple qui ne ralentit pas la mise sur le marché de leurs innovations.

C'est ici qu'apparaît la logique du dilemme du prisonnier appliqué à la compétition technologique. En effet, chaque camp craint que sa régulation ne devienne un handicap : « Si je régule trop et que mes concurrents ne le font pas, je perds la course ». Ce calcul pousse les États à desserrer leurs exigences éthiques et réglementaires pour ne pas se faire distancer par des adversaires potentiellement plus souples.



On assiste ainsi à une dynamique proche de la course aux armements : suivre le rythme de l'adversaire, voire tenter de toujours moins réguler que lui, pour attirer toujours plus l'innovation.

Toutefois, une coordination minimale serait avantageuse pour tous : les risques liés à une IA incontrôlée (désinformation, cyberattaques, prolifération d'outils offensifs, escalade militaire, accidents) ne s'arrêtent pas aux frontières et finissent par frapper tout le monde. Autrement dit, même Washington et Pékin ont intérêt à des garde-fous communs... mais à condition que les autres ne "trichent" pas.

Trois modèles, une même course

Sur le papier, tout le monde prône une IA responsable. En pratique, trois logiques s'affrontent, celle des États-Unis, de la Chine, et de l'UE.

Les États-Unis, leaders actuels de cette course, misent sur un laissez-faire total. Depuis le début de la seconde présidence Trump, Washington a révoqué l'Executive Order de 2023 qui encadrait les risques. Les États fédérés sont désormais limités dans leur capacité à réguler, afin de laisser le champ libre aux entreprises.

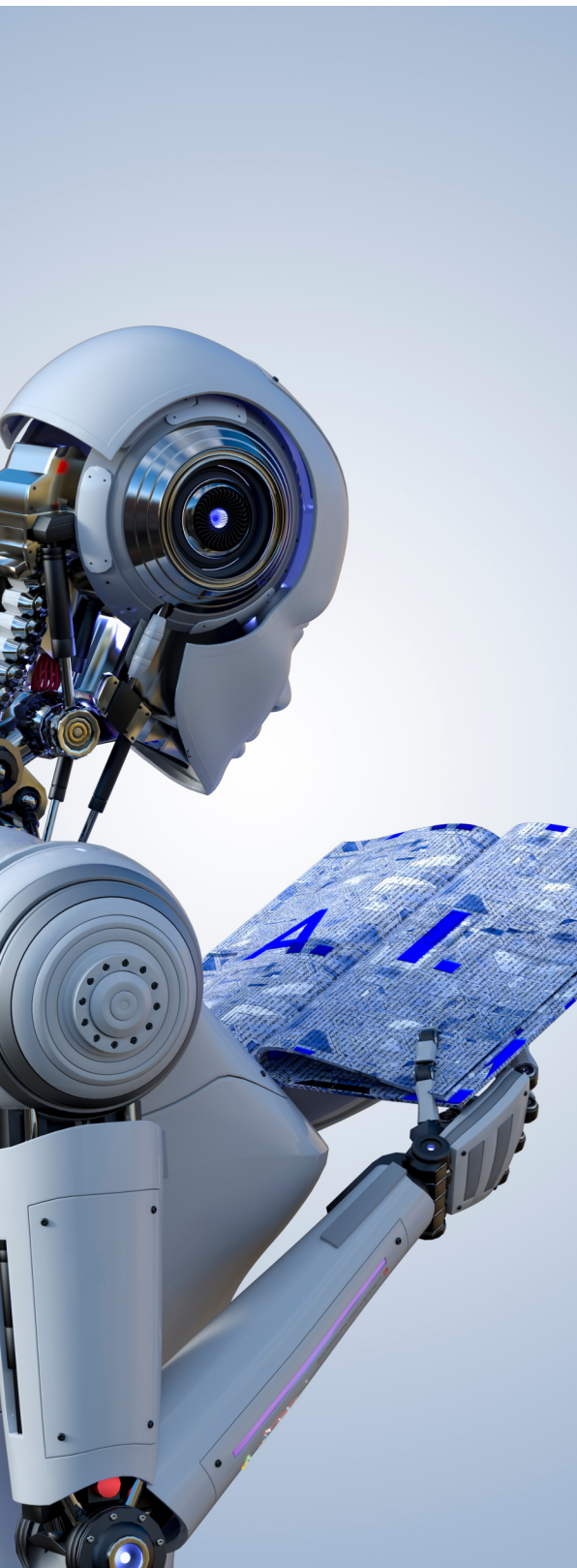
La Chine, quant à elle, utilise son capitalisme d'État pour propulser ses acteurs nationaux. La protection des données ou des libertés individuelles est absente. La seule régulation concerne le contrôle politique des contenus générés, qui doivent impérativement respecter les « valeurs » du régime.

À l'inverse, et face à ces approches agressives, l'UE se distingue par la primauté de la norme. Son fer de lance, l'AI Act, classe et régule les modèles selon leurs risques, interdisant certains usages comme la reconnaissance faciale de masse. Parallèlement, le RGPD limite l'accès aux données pour l'entraînement des modèles. Ainsi, l'Europe est aujourd'hui perçue comme la championne de la régulation, mais peine à s'imposer sur le terrain de l'innovation pure.

Le "pire des mondes": le risque du décrochage global

Analysée sous l'angle du dilemme du prisonnier, la position européenne est précaire. En étant la seule puissance à s'imposer des règles strictes, l'UE risque d'être la perdante de la course. En freinant, elle laisse le champ libre à ses rivaux pour accaparer les talents, les capitaux, et la puissance de calcul qui fuient les régulations. Le résultat ? Une dépendance accrue envers des modèles conçus ailleurs, qui rendront l'UE vulnérable économiquement et stratégiquement, ni maître de son destin, ni maître de ses valeurs.

Plus cruel encore, cette prudence n'offre qu'une protection illusoire. Les nombreux risques liés à l'IA, désinformation, cybermenaces, armes autonomes, ou encore productions d'armes biologiques, ne s'arrêtent pas aux frontières de l'Union.



Même si l'Europe régule parfaitement son sol, elle reste vulnérable aux externalités négatives produites par des modèles non régulés à Washington ou Pékin. Dans le pire scénario, l'UE subirait le décrochage industriel tout en restant exposée aux dangers qu'elle tentait d'éviter.

Dès lors, quel choix reste-t-il ? Si une coopération internationale avec des garde-fous mondiaux semble aujourd'hui improbable, l'Europe doit sortir de la naïveté.

Le défi n'est pas de choisir entre "réguler" ou "innover", mais de bâtir une régulation qui propulse l'innovation. Pour que l'éthique européenne devienne une force et non un boulet, elle doit s'accompagner d'une capacité industrielle réelle : des champions souverains et une infrastructure de calcul massive. En bref, la régulation ne peut être un avantage compétitif que si nous avons encore des joueurs sur le terrain. Pour ne pas rester le "prisonnier" des choix des autres, l'UE doit transformer sa norme en un moteur de souveraineté.

Léonard PARADANT-SEYSSEL

The global influence of European digital regulations contested across the Atlantic

"The EU remains an influential superpower that shapes the world in its image" - Anu Bradford in "The Brussels effect"

For decades, the European Union has exercised an important influence globally, not through military power, but through regulations. By shaping its rules, the EU has continually compelled international companies to adapt their products not only on European soil but worldwide. This phenomenon, famously described as the "Brussels effect" became particularly notable in the digital sector, as illustrated by the GDPR, which has inspired parallel privacy regimes across the globe.

Yet, over the last few years, the EU's global influence has been increasingly contested on the other side of the Atlantic. The growing tensions between Brussels and Washington over the regulation of Big Tech are the perfect example thereof. Early disagreements on EU antitrust fines against US Big Tech have escalated into what some call a "digital cold war" over who calls the shots.

A decade-long transatlantic clash over Big Tech regulation

The roots of these growing tensions date back to Trump's first administration. Back in 2018, American officials and tech firms contested the General Data Protection Regulation, viewing it as an attempt to impose European standards beyond its borders.

That same year, the European Commission issued the largest competition fine ever against Google, giving the impression in Washington that Europe was disproportionately targeting US companies.

These disputes have significantly intensified since Trump's return to office. With the implementation of the Digital Markets Act (DMA), the Digital Services Act (DSA) and the Data Act, respectively in 2023, 2024 and 2025, the European Union demonstrates its ambitious attempt to further strengthen consumer protection. But for Washington, these measures appear yet again tailored to Silicon Valley. As US officials have pointed out, five of the seven major "gatekeepers" designated under the DMA by the Commission are American firms. Similarly, the DSA subjects a large number of US-based platforms to strict obligations concerning transparency, content moderation and online safety.

Furthermore, by using its newly acquired enforcement power from the EU's digital rulebook, the Commission issued a series of high-profile decisions imposing penalties that sent shockwaves through the global tech industry in 2025. Apple and Meta were fined €500 million and €200 million respectively for breaching the DMA, with both companies facing additional compliance requirements.

Similarly, later that year, the Commission imposed once again on Google a record fine of €2.95 billion over abusive practices in online advertising technology and X was fined €120 million under the DSA for failing to comply with transparency obligations.

These decisions have fueled more accusations from American tech giants that the EU is conducting an assault on free speech and innovation. Trump's administration repeatedly claimed that European digital regulations amount to an unacceptable form of "censorship," further insisting that the US should not be constrained by foreign rules. It is in this context that European competition policy and digital regulation have increasingly taken on a geopolitical dimension, spilling over into international trade.

Washington has since described European actions as "disguised tariffs," responding with visa bans on European experts involved in the DSA, while also threatening tariffs and restrictions on European companies if Brussels refuses to soften its stance. This regulatory friction, however, is no longer bilateral; it has spread beyond the EU-US axis. Countries such as the United Kingdom and Australia have now also begun discussing restrictions on X due to online safety risks and misinformation concerns.

This reinforces the perception that the EU is no longer regulating its internal market but acts, intentionally or not, more broadly as a global digital regulator.

Further fragmentation of the EU's digital rulebook and foreign political pressure

Today, technology is increasingly one of the main sources of influence, as regulatory decisions tend to shape global markets and international competitiveness. A growing divergence between European regulation and America's traditional "laissez faire" approach risks creating incompatible regulatory blocs, thereby fragmenting the digital economy. The Foundation for Economic Education (FEE) notes that such divergence could allow for alternative governance models, such as China's state-controlled approach, but these outcomes remain highly speculative.

In 2026, the EU's AI Act is entering full implementation, adding another layer of regulatory pressure. High-risk AI systems, including tools used in hiring, healthcare, content moderation, public security and other high-impact applications will face mandatory oversight requirements that do not exist in other major markets. This is yet another matter poised to stir upcoming digital regulatory debates between the US and the EU. An important question has therefore been raised: can the European Commission continue enforcing its digital regulations while facing an increasing external pressure?





The European Commission has consistently stood firm against external criticism, reaffirming its commitment to ensuring the well-functioning of digital markets in Europe. However, Professor and Fellow at Bruegel, M. Mariniello, warns that the geopolitical “blackmail” faced by the institution could ultimately influence the scope or intensity of its digital enforcement. These concerns are indeed far from hypothetical: the EU has previously adjusted regulatory initiatives in response to external economic pressure, such as when it retreated from extending its emissions trading scheme to extra-EU flights in 2012.

According to M. Mariniello, delegating digital enforcement powers to an independent body could reinforce Europe’s bargaining hand against external actors and would avoid the risk of distorting the EU’s regulatory power in the case of retaliation. By limiting its scope of action, the European Commission would show that EU regulations will be enforced, regardless of outside pressures.

Towards an independent European Digital Authority?

Beyond geopolitics, experts have also identified practical and institutional reasons for reform.

A March 2025 issue paper by experts, R. Feasey, G. Monti and A. de Streel, notes that the current European Commission’s DMA team, established by joint reporting lines and staffing from both DG Competition and DG Connect, creates no obvious benefit beyond complexity and uncertainty for gatekeepers and business users. It further argues that such arrangements may potentially undermine consistency or effectiveness in regulatory dialogue as some Commission teams appeared to adopt a more antitrust enforcement-oriented approach.

A suggestion has been raised to create an entirely separate and independent body, the European Digital Authority, which would take over the enforcement of the DMA and perhaps other parts of the EU digital rulebook. Provided it is appropriately safeguarded from political interference, Professor M. Mariniello asserts that such an authority could enforce rules with greater credibility since it would have neither the incentive nor the means to redirect resources in favor of domestic firms and the risk of it misusing its enforcement powers against foreign competitors is less likely.

With Commission President Ursula von der Leyen pursuing more strategic and politically-sensitive objectives in areas such as climate and technology and using trade and defense policies to support the EU’s geopolitical ambitions, the author suggests that the institution became increasingly politically driven.

Concerns were therefore raised on whether the European Commission is still able to function as an effective market watchdog.

Hence, the idea of an independent entity, free from political influence and capable of enforcing the digital rulebook with greater credibility and consistency, is gaining visibility in political and media discussions. Yet the prospect of a European Digital Authority remains uncertain.

European Data Protection Supervisor (EDPS) W. Wiewiórowski expressed skepticism about the very concept of a “single European digital authority” in the near future. With multiple existing digital regulations, each with its own governance model, Europe’s digital framework is already quite intricate. According to him, rather than “centralisation,” the EU should focus on “coordination” between different EU bodies such as the EDPS responsible for data protection and the European Commission. These visions reflect the reality that the EU’s digital governance is already very fragmented.

The EU in the world through digital enforcement

In conclusion, the EU’s competition and digital policies are no longer confined to its internal market. Through the DMA, the DSA and the broader European digital rulebook, Brussels is increasingly at the centre of global digital governance, while also provoking intense geopolitical backlash.

The question for the coming years is whether Europe can maintain its role as a globally important rule-setter while preserving its credibility, independence and enforcement power.

With rising transatlantic tensions, the EU’s digital enforcement may become one of the defining areas of influence through which the European Union asserts its place in the world.



**Eva-Christina
DELFERRIÈRE**

Caught between Washington and Beijing, Europe turns to regulation

As digital technologies reshape economic power and geopolitical influence, the European Union finds itself caught between two dominant models of technological leadership. On one side is the market-driven power of the United States; on the other, China's state-led digital strategy. Lacking the industrial scale of either, Europe has responded differently, relying less on technological dominance and more on regulation as a source of leverage.

A late entrant in the digital power struggle

Digital power today no longer comes mainly from military strength, energy resources, or trade volumes. It is increasingly built into the digital systems that organise everyday life, from online platforms and cloud services to data networks and AI tools. These technologies shape markets, influence public debate, and affect how governments, companies, and citizens interact. Power now belongs not just to those who invent new technologies, but to those who control the systems on which others depend.

The global balance of digital power is clearly uneven. The United States has secured a dominant position through private companies that sit at the heart of the digital economy. American firms control key operating systems, cloud infrastructure, online advertising, and many leading AI models. Their platforms function like global utilities, spreading not only services, but also business practices and legal assumptions far beyond the United States.

China has followed a markedly different path. Rather than relying on private firms operating at arm's length from the state, Beijing has developed a coordinated digital strategy in which industrial policy, security concerns, and technological development are tightly interwoven. Digital infrastructure is treated as a strategic asset, data governance is explicitly linked to national security, and technological self-reliance has become a central political objective. Through initiatives such as the Digital Silk Road, China increasingly projects this model abroad. The Digital Silk Road is a component of the Belt and Road Initiative aimed at exporting Chinese-built digital infrastructure, such as telecommunications networks, data centers, satellite systems, and e-commerce platforms, along with associated technical standards and governance practices to partner countries.

Europe enters this competition from a structurally weaker position. Despite its economic weight and large consumer market, the European Union lacks globally dominant digital firms and remains heavily dependent on foreign platforms for cloud services, operating systems, and key components of the semiconductor supply chain. Fragmented markets, limited fiscal integration, and uneven industrial coordination further constrain its ability to replicate either the American or Chinese approach. As a result, Europe confronts the digital power struggle not as a leader, but as a late and constrained participant.

Regulation as Europe's strategic response

Faced with these limitations, the European Union has not sought to compete directly on the terrain of scale, speed, or industrial concentration. Instead, it has turned to the domain in which it retains a clear comparative advantage: the ability to legislate, standardise, and regulate access to its market.

What initially appeared as a set of internal market corrections has gradually evolved into a broader strategic posture. Instruments such as the General Data Protection Regulation, the Digital Markets Act, the Digital Services Act, and the Artificial Intelligence Act are no longer merely technical responses to consumer protection or competition concerns. They increasingly shape the conditions under which digital services can operate, how data may be collected and processed, and what risks are deemed acceptable in the deployment of new technologies.

Because the European Union remains one of the world's most attractive markets, compliance with these rules is not optional for global firms. In practice, European regulation often produces effects that extend far beyond EU borders, as companies adapt their global business models to meet European requirements. Regulation thus becomes a means of projecting influence in a context where direct control over infrastructure is lacking.

In this sense, European digital regulation functions less as a constraint on markets and more as a form of strategic adaptation. Where Europe cannot command platforms, it governs their behaviour. Where it cannot dominate supply chains, it conditions access to demand. Law becomes a substitute, albeit an imperfect one, for industrial power.

Between two digital empires

This regulatory turn places Europe in a distinctive position between two competing digital empires. The United States exercises influence primarily through privately owned infrastructures whose global reach embeds American commercial logics into everyday digital life. China advances a model in which digital systems are explicitly subordinated to state authority and geopolitical ambition. Europe aligns fully with neither.

Instead, the European Union has opted for a rule-based strategy that seeks to manage dependence rather than eliminate it. Its regulations aim to constrain the unchecked expansion of foreign platforms while stopping short of the extensive state control characteristic of the Chinese model. This does not remove Europe from geopolitical competition; rather, it embeds geopolitical tensions directly into legal frameworks.

The Digital Markets Act, for instance, is formally a regulatory instrument, yet its most significant effects fall on non-European firms that dominate key digital services. The Digital Services Act addresses risks to the information space long shaped by foreign platforms, while the Artificial Intelligence Act seeks to define acceptable standards for a technology in which Europe is not a global leader. Together, these measures reflect an attempt to reshape digital interdependence on European terms.

A strategy born of weakness, not retreat

Europe's reliance on regulation is often framed as a normative or value-driven choice. In reality, it is also a pragmatic response to structural weakness.

The European Union cannot easily outspend the United States, out-centralise China, or rapidly create digital champions capable of competing at global scale. Regulation remains the most effective lever available.

This does not transform Europe into a digital superpower. It does, however, preserve a degree of agency in a system where technological dependence could otherwise translate into political vulnerability. By defining legal conditions for market access, data governance, and algorithmic accountability, the EU seeks to reduce exposure to external coercion without pursuing technological isolation.

Whether this strategy will prove sufficient remains an open question. Regulation can shape behaviour and set standards, but it cannot fully replace control over infrastructure. As digital technologies continue to evolve and geopolitical rivalry intensifies, Europe will have to confront the limits of rule-based power and decide whether regulation alone can sustain its strategic autonomy, or whether deeper industrial and political integration will eventually be required.

For now, Europe's turn to regulation reflects a clear strategic shift: in a digital world shaped by American platforms and Chinese state power, the European Union is asserting influence through law, not because it is strong, but because it has few other options.



**Pedro Pardo
AMARAL GOMES**



Dépendance, alliance et rivalité:

L'Union européenne à la recherche de son autonomie entre les États-Unis et la Chine

Depuis son retour à la présidence des États-Unis, Donald Trump n'a cessé de promouvoir le protectionnisme américain. À travers sa politique commerciale, le « made in USA » est mis en avant, au détriment de la concurrence étrangère. L'ascension de la Chine, marquée par une expansion économique et industrielle sans précédent, a créé un nouveau jeu de concurrence sur la scène internationale. En réponse, les États-Unis souhaitent défendre leur puissance économique face à une nation qui ne cesse de gagner en importance sur la scène internationale. Désormais, les deux plus grandes puissances mondiales sont entrées en guerre commerciale. Ce conflit a des impacts économiques et géopolitiques globaux, entravant notamment l'industrie d'autres leaders mondiaux. L'Union européenne se retrouve prise en étau entre Washington et Pékin.

Entre protectionnisme américain et stratégie commerciale offensive chinoise

Les tensions progressives entre les États-Unis et la Chine ont atteint il y a quelques mois un niveau d'hostilité rarement vu jusque-là. Octobre 2025 a marqué un tournant pour ce duel commercial. Le président américain a menacé d'imposer des tarifs douaniers de 100% sur une majorité des produits importés de Chine.

De son côté, Xi Jinping a riposté par des droits de douane atteignant 125%. C'est le commerce mondial qui a été plongé dans l'effroi. Les deux pays ont finalement conclu un accord qui a permis de désamorcer la friction commerciale. Malgré la trêve, cet épisode belliqueux a laissé une marque indélébile sur le monde entier, ouvrant la voie à un morcellement où chaque puissance est amenée à assurer sa propre survie.

La dépendance structurelle de l'UE

Pour l'Union européenne, l'accord Xi-Trump est un nouveau signe de la faiblesse de l'autonomie économique de l'Europe. Puisque la Chine et les États-Unis gèrent leur rivalité de façon bilatérale, l'UE est marginalisée au regard de l'accès au marché et aux ressources dites critiques (par exemple, le lithium et le cobalt qui sont essentiels pour les batteries de véhicules électriques). Ces compromis commerciaux pourraient rendre exclusifs certains avantages sur le marché chinois ou américain, évinçant l'Europe des négociations commerciales. L'économie européenne est fragilisée par la concentration des ressources critiques car elle présente un risque élevé de discontinuité d'approvisionnement. Sans de telles ressources, l'innovation technologique se complique.

L'accès au marché chinois (par exemple, l'accès aux matières premières critiques et aux infrastructures de raffinage de ces ressources) et la préservation de l'alliance historique avec les États-Unis (notamment grâce à des valeurs démocratiques partagées) se sont imposés comme des piliers du fonctionnement de l'UE. Par conséquent, Bruxelles devient dorénavant l'otage de la dissension opposant ces États leaders.

L'alliance avec l'Ouest, synonyme de sécurité européenne ?

Les États-Unis ont toujours priorisé leur défense nationale, leur garantissant une puissance militaire dominante. Trump pousse les États européens à investir une plus grande partie de leur PIB dans leur budget de défense, afin de renforcer la sécurité collective. Et alors que la plupart des membres de l'OTAN n'allouent même pas 2% de leur PIB à leur sécurité, en dépit de ce que prévoit l'accord, le président américain souhaiterait augmenter ce seuil à 5%. L'UE a présenté en 2025 le plan ReArm Europe, une initiative de défense stratégique ambitieuse mais qui reste modeste. Ce trou budgétaire a toujours été comblé par l'administration américaine, maintenant une alliance américano-européenne puissante.

L'actuel président américain, s'appuyant de façon radicale sur le principe « America First », est néanmoins davantage intéressé à nouer des alliances avec des pays où la défense est une priorité, comme Israël ou le Japon. De plus, le temps où l'Europe et les États-Unis partageaient les mêmes valeurs est mis en péril. L'administration Trump II a publié sa « National Security Strategy » fin 2025 dans laquelle il est fièrement affirmé que la paix mondiale repose sur le respect de la primauté américaine.

De nombreux objectifs stratégiques sont exprimés, notamment celui d'une politique étrangère recentrée sur les intérêts nationaux. De telles ambitions pourraient faire entrevoir la fin du multilatéralisme et le début du souverainisme. L'Union européenne implique un partage de la souveraineté de ses États membres afin de promouvoir et d'appliquer des valeurs fondamentales communes. Il est également fait appel à la souveraineté collective des Parties pour faire face aux enjeux d'envergure mondiale tels que le changement climatique. Les idéologies américaine et européenne respectives pourraient désormais être qualifiées d'antagonistes. L'UE deviendrait vulnérable si elle venait à perdre le soutien militaire américain. En revanche, la fragilisation de l'alliance pourrait présenter une opportunité pour l'Europe : celle de renforcer sa position sur la scène internationale.

Si elle peut se détacher de son alliance-dépendance avec la puissance américaine, il n'en paraît pas de même vis-à-vis de sa dépendance commerciale à la Chine.

L'asymétrie commerciale avec la Chine

En 2024, l'UE avait un déficit commercial de plus de 300 milliards d'euros avec la Chine. Ce déficit s'est encore creusé durant l'année 2025, grimant à plus de 400 milliards d'euros. Une telle asymétrie s'explique principalement par la position dominante de l'industrie chinoise dans de nombreux secteurs commerciaux. Grâce notamment à des investissements massifs dans l'innovation technologique, la Chine a pris une avance considérable dans des domaines comme celui des voitures électriques. Elle s'est désormais imposée comme la superpuissance industrielle mondiale. L'UE avait pour ambition de passer à un parc automobile européen entièrement électrique d'ici 2035.



Cette mesure environnementale emblématique du Pacte vert pour le climat (Green Deal), a été récemment assouplie. La raison principale de ce retour en arrière est directement liée aux obstacles rencontrés par l'industrie automobile européenne qui n'arrive pas à suivre la cadence du marché chinois. Les relations commerciales sino-européennes se situent à leur point de rupture. Face à la concurrence accrue de la Chine, l'UE se voit obligée de repousser certaines politiques environnementales. L'objectif principal est d'éviter que l'industrie chinoise s'empare entièrement du marché des technologies vertes.

Malgré la volonté de s'imposer, l'Europe se retrouve dans une position délicate. La défense de ses intérêts économiques est entravée par une stratégie commerciale offensive du côté chinois, l'UE restant fortement dépendante de la Chine pour les secteurs technologiques. De plus, le marché européen est par nature un marché ouvert, ce qui le rend vulnérable aux pratiques industrielles chinoises. Les quatre libertés fondamentales de l'UE (libre circulation des marchandises, des personnes, des services et des capitaux au sein de l'Union) fondent le marché européen libre et ouvert, privilégiant la libre concurrence et la coopération multilatérale. Ce modèle économique est caractéristique de l'Europe, généralement opposé aux modèles des autres nations qui sont davantage protectionnistes.

Du point de vue européen, l'ouverture de son marché représente une force commerciale, alors que du côté de la Chine, cette ouverture représente une faille à exploiter.

L'UE fait donc face à un dilemme : d'un côté, la recherche de son autonomie stratégique et économique, de l'autre, le risque de perdre un partenaire commercial majeur dont elle ne pourrait se passer.

L'UE à la recherche de son autonomie

La guerre commerciale entre le marché américain fermé, prônant le America First, et le marché chinois dominant, prêt à s'imposer dans tous les secteurs, remet en cause la position de l'Union européenne. Entre ces deux puissances, le marché européen ouvert est écrasé. D'un côté, son alliance avec les États-Unis est affaiblie à cause d'intérêts divergents, malgré des valeurs autrefois communes. De l'autre, les relations sino-européennes sont menacées par une concurrence chinoise que certains qualifieraient de déloyale.

L'UE est une forte puissance normative certes, mais elle est fragilisée par des puissances militaires et industrielles qui lui font de l'ombre. Pour réaffirmer sa position sur le plan international, elle doit mettre en avant la protection de ses propres intérêts tout en respectant ses valeurs fondamentales.



La volonté de l'UE de renforcer sa puissance est déjà exprimée par le plan ReArm Europe qui se veut prêt pour 2030. L'objectif est de renforcer la défense européenne en encourageant notamment les États membres à mieux dépenser et investir ensemble. Elle renforce également son arsenal législatif en adoptant de nouvelles dispositions à l'égard du commerce étranger. C'est ainsi qu'a été adoptée une nouvelle taxe qui devra s'appliquer sur les colis provenant de sites de vente en ligne chinois d'ici l'été 2026.

Il revient à l'UE de dessiner sa propre voie en déterminant s'il vaut mieux renforcer, délaissé, ou renégocier ses alliances, tout en mettant son autonomie au premier plan. La recherche de son autonomie sera néanmoins toujours influencée par l'évolution des relations et des crises internationales. L'Europe est-elle encore assez puissante pour se permettre de faire ses propres choix ?



**Florya
DE DECKER**

Puissance ou effacement: Le moment décisif pour l'Europe

L'Europe est attaquée sur différents fronts : par la Russie à l'Est, la Chine au Sud-Est, les eurosceptiques en son sein, et les États-Unis à l'Ouest. Ce sont ces derniers qui la mettent face à un choix crucial : s'effacer... ou s'émanciper. Cet article explore comment, face aux menaces américaines, l'UE doit choisir entre effacement et puissance.

La nouvelle année 2026 commence sur les chapeaux de roue

L'opération militaire au Venezuela, les menaces à peine voilées du président américain Donald Trump sur les terres convoitées du Groenland... L'ordre international, si cher aux Européens, s'effondre sous leurs yeux. Et cela sans compter un fait crucial qui est pourtant resté discret dans la sphère médiatique : l'accord commercial entre les États-Unis et l'Europe signé en juillet 2025. Ce traité est désigné par Thierry Breton, ancien commissaire européen, comme "la volonté du président des États-Unis d'imposer au monde entier sa vision".

Résultat ? Les Européens ont ployé le genou, acceptant des droits de douane imposés et monumentaux ainsi que des investissements forcés aux États-Unis notamment en termes d'achat militaire et d'énergie. L'accord très désavantageux pour les Européens montre le manque de colonne vertébrale du vieux continent.

Le Groenland, élément déclencheur d'un réveil européen ?

Avec la montée des tensions géopolitiques, une question émerge.

Le Groenland, premier territoire d'un pays de l'Union européenne sous menace d'annexion, pourrait-il devenir le déclencheur d'un sursaut stratégique européen ?

Pour Joséphine Staron, docteure en philosophie de la Sorbonne, la réponse réside dans une prise de conscience brutale : «Dans ce nouveau monde, la naïveté n'est plus une option. Le retour des logiques de puissance imposé aux Européens de repenser d'urgence leur posture, leur autonomie stratégique et leur capacité à défendre leurs intérêts». La naïveté est bien ce qui a guidé les Européens ces dernières décennies. Elle a pris par exemple la forme de l'optimisme allemand sur les accords commerciaux avec la Russie qui pourraient la "démocratiser". La Russie ne s'est pas démocratisée, bien au contraire : elle a envahi l'Ukraine en 2022, déclenchant une crise énergétique majeure en Europe, notamment une flambée des prix du gaz. Cette naïveté s'est aussi incarnée dans la dépendance aux États-Unis et à l'OTAN. Cela se retourne désormais contre les Européens.

Les F-35 , symbole de la dépendance aux américains

La preuve de la dépendance stratégique de l'Europe vis-à-vis des États-Unis se matérialise concrètement dans l'aviation militaire. Ces dernières années, plus d'une douzaine de pays européens ont fait le choix du chasseur furtif F-35 américain pour moderniser leurs forces aériennes.

Ces acquisitions ne représentent pas le développement d'une défense européenne solide, mais un transfert massif de fonds des pays européens vers les États-Unis. Le prix d'acquisition d'un F-35 se situe entre 80 et 90 millions de dollars, un chiffre élevé mais trompeur. Car ce chiffre omet le cycle de vie de 40 ans du chasseur et donc la maintenance, verrouillée entre les mains de l'écosystème de défense américain. Sur un cycle de vie de 40 ans, cela représente un coût d'entretien total par appareil de plus de 200 millions de dollars.

Deux problèmes majeurs découlent de ce fait. Tout d'abord, une dépendance stratégique totale envers Washington. Si les relations entre la Maison Blanche et l'Europe se détériorent, comme c'est le cas aujourd'hui, les États-Unis peuvent à tout moment suspendre la maintenance des F-35 européens, ce qui les rendrait inutilisables. Le deuxième problème majeur est un transfert massif de richesse. Si nous prenons en compte qu'à terme plus de 600 F-35 devrait être opérationnels sur le continent, cela représenterait un transfert de 174 milliards de dollars de l'Europe vers l'industrie américaine. C'est tout autant de fonds qui ne seront pas investis dans des programmes européens comme le Rafale, l'Eurofighter ou le SCAF.

Une réaction des européens ?

Mais face à ce fait accompli, certains dirigeants européens commencent à se réveiller et à affirmer l'autonomie du continent. En Belgique, Yvan Verougstraete, président du parti centriste Les Engagés et député européen, a annoncé à la radio de RTL info que « Les États-Unis ont plus besoin de nous, que nous avons besoin d'eux. Les États-Unis font plus d'argent en vendant leurs produits et leurs services sur le marché européen que nous en vendons.

Nous avons l'arme économique. Il est temps d'envoyer un signal fort à Donald Trump. ».

Ce discours s'inscrit dans un mouvement plus large. En Europe, la déclaration de Strasbourg et l'Europa Power Initiative (initiative pour la puissance de l'Europe ayant eu lieu le 26 et 27 novembre 2025 à Strasbourg), portée par des chefs d'entreprises, d'anciens commissaires et de politiciens, vise à lancer un débat continental sur la puissance dont les Européens ont besoin pour faire valoir leurs intérêts et leurs valeurs, ainsi qu'une réinvention du projet européen.

Dans les institutions européennes, la nomination de Andrius Kubilius comme commissaire européen à la défense et l'appel à la création d'une « force militaire européenne permanente de 100 000 hommes » montrent les débuts d'une volonté politique timide mais concrète.

Les sondages confirment ce mouvement pro-européen. Selon l'institut Montaigne, 67 % des Français se disent favorables au principe d'une politique de sécurité et de défense commune dans l'Union européenne.



L'Eurobaromètre quant à lui révèle que 73 % des Européens considèrent que l'adhésion de leur pays à l'UE a eu un impact bénéfique. Et quand il s'agit de hiérarchiser les grands défis de l'Europe, la défense et la sécurité arrivent en tête (37 %), suivies par la compétitivité économique et l'industrie (32 %).

Ainsi, une majorité de la population est, selon les sondages, pour une augmentation des pouvoirs de l'UE dans le domaine de la sécurité et une défense européenne.



Mais quels sont les défis qui attendent une telle proposition ?

Les défis structurels à l'indépendance stratégique européenne

Dans une interview au média flamand HLN, l'eurodéputé belge du CD&V et membre du PPE Wouter Beke a frappé juste : « L'OTAN est un peu morte après tout. Mais l'armée européenne est loin d'être vivante ». Cette formule, démontrant le point décisif où se situe l'Europe actuellement est complétée par la journaliste politique Isolde Van den Eynde : « quiconque rêve d'une armée européenne doit d'abord réformer l'Union européenne. »

Le problème n'est pas seulement militaire, il est politique et ancré dans les fondements des traités européens.

C'est là que les choses deviennent plus difficiles. Le traité de Lisbonne (2009), qui a façonné l'UE telle que nous la connaissons aujourd'hui, a intégré la politique de défense commune dans l'Article 42 du traité sur l'Union européenne : « la politique de sécurité et de défense commune inclut la définition progressive d'une politique de défense commune de l'Union. Elle conduira à une défense commune, dès lors que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, en aura décidé ainsi. »

Le Conseil européen, l'instance dirigeante stratégique de l'UE, regroupe tous les dirigeants des États membres. La défense étant une compétence pleine et souveraine des États, l'activation de l'article 42 demande l'unanimité de tous les dirigeants présents. Dans ce contexte, les gouvernements eurosceptiques au pouvoir dans plusieurs pays européens posent un problème structurel : l'Italie, la Hongrie ou encore la Slovaquie bloqueraient tout projet trop ambitieux. Même des pays dont le gouvernement pourrait être considéré comme europhile peuvent freiner de tels projets. Par exemple, la France reste profondément divisée quant au projet de doter l'UE de l'arme nucléaire.

Ces anti-européens sont encadrés, soutenus et aidés par les États-Unis. Ces derniers ayant bien signifié, dans la stratégie de sécurité nationale américaine publiée le 5 décembre 2025, que les États-Unis allaient « cultiver la résistance à la trajectoire actuelle de l'Europe » avec l'aide des « partis européens patriotiques ». Autrement dit, les États-Unis s'opposent non seulement à l'autonomie stratégique européenne, mais ils veulent aussi la fin de l'unité sur le continent.

Les exemples des remparts face à la souveraineté européenne

Malgré les déclarations ambitieuses, les avancées concrètes restent minimes, et principalement symboliques. Deux exemples sont révélateurs de ce fait.

Le premier est l'adoption de l'European Defence Industry Programme le 17 Décembre 2025 (EDIP). Il s'agit du premier programme pour l'industrie européenne de la défense, doté de 1,5 milliard d'euros, un grain de sable dans l'industrie de la défense. Ce plan vise à privilégier l'industrie de la défense européenne. Mais il est important de rappeler que l'accord commercial avec les États-Unis inclut une promesse européenne d'achat d'équipements militaires américains pour quelques « centaines de milliards de dollars », selon Donald Trump. Plusieurs centaines de milliards de dollars contre 1,5 milliard d'euros, la défense européenne n'est pas encore sur le point de devenir indépendante.

Le second exemple est la difficulté du Future Combat Air System (SCAF), piloté par les allemands d'Airbus, les espagnols d'Indra, et les français de Dassault. Ce programme vise à créer un nouvel avion de combat européen de 6e génération. Mais ce programme, lancé en 2017, est devenu le reflet de la capacité, ou de l'incapacité, de l'Europe à produire ensemble des systèmes de souveraineté.

Le problème est politique et non technique. Les Français de Dassault appellent à pouvoir diriger le projet. Les Allemands et les Espagnols refusent et exigent une gouvernance partagée du projet. Ce débat se traduit en retard, en coûts à la hausse et une perte de confiance entre partenaires. Pour sauver le projet SCAF, les dirigeants européens doivent trancher. Soit chaque État sera seul, soit il faut créer un leadership clair et assumé.

Quel avenir pour l'Europe ?

Ainsi, si l'Europe veut maintenir sa place sur la scène internationale, défendre sa souveraineté et celle de ses États membres, la coopération n'est pas une option : c'est une nécessité stratégique. Cette coopération bute sur des défis nombreux, et la volonté politique se traduit plus souvent par des mots que par des actions. Les prochains mois et années vont déterminer l'avenir du continent dans son intégralité. Allons-nous nous réveiller du rêve et de l'illusion, ou allons-nous continuer à dormir ? La réponse se trouve entre les mains des peuples européens et de leurs dirigeants.



**Nathan DOUDE
VAN TROOSTWIJK**

From Crisis to Opportunity: Why Europe must **act now**

Europe is once again facing what its leaders describe as an existential crisis. War has returned to the continent, U.S. security guarantees look less certain, and the need for massive investment in defence, energy, and technology is undeniable. Yet the European Union is responding in a familiar way: with temporary fixes instead of permanent collective solutions.

Why Europe waits for crises to reform

For years, European officials have agreed on what needs to be done to strengthen the EU's economic and strategic capacity. According to the European Commission, the capital markets union launched in 2015 remains incomplete, with key barriers to cross-border investment still in place. The banking union also lacks its third pillar, a common deposit insurance scheme, more than a decade after the euro crisis exposed the risks of fragmentation. Even joint borrowing, long rejected by several member states as politically unacceptable, was only introduced during the COVID-19 pandemic and explicitly framed as a one-off exception.

That pressure has now arrived. Russia's war against Ukraine, combined with growing uncertainty about Washington's long-term commitment to European security, has exposed a fundamental weakness at the heart of the EU. As acknowledged in the European Commission's Economic Security Strategy, Europe depends on collective action to protect itself, but its decision-making and financing systems still push governments back toward national solutions.

This is the real issue Europe faces today. It is not a lack of ideas or awareness, but a pattern of crisis management that relies on short-term instruments while avoiding structural change.

Europe's cycle of consensus and delay

European leaders have been here before. After the euro crisis, key reforms were postponed. During the pandemic, common borrowing was accepted only as an emergency measure. Today, once again, leaders agree on priorities but hesitate to make them permanent.

Recent reports published in 2024 by former Italian prime ministers Mario Draghi and Enrico Letta make this diagnosis explicit. Both argue that Europe needs deeper capital markets, a complete banking union, and shared investment tools to remain competitive and strategically autonomous. These recommendations have been widely endorsed in Brussels. Yet implementation remains slow or incomplete.

The obstacle is political rather than technical. The EU's consensus-based decision-making system is designed to protect national interests, but it often blocks decisive action. As a result, reforms tend to move forward only when markets collapse or security is directly threatened.

Defence exposes Europe's limits

Defence is the clearest example. In its conclusions of October 2025, the European Council committed to decisively ramping up Europe's defence readiness by 2030, calling for joint capability development, coordinated procurement, and a stronger European defence industrial base.

But most defence spending still happens at the national level. Countries plan separately, buy separately, and invest separately. EU instruments such as SAFE (Security Action for Europe) or the European Defence Industry Programme exist, but they are limited in size and designed as temporary responses.

This creates a paradox. Europe recognises defence as a shared challenge, yet continues to treat it as a national responsibility. The result is duplication, higher costs, and slower delivery at a time when speed matters.

Investment without scale

The same pattern applies to investment. Europe is not short of money. According to EU and OECD data, European households save more than those in the United States. Yet these savings are not effectively channelled into innovation, infrastructure, or defence.

Fragmented capital markets and an incomplete banking union prevent investment at scale. Without shared financial tools and risk-sharing mechanisms, Europe struggles to mobilise resources quickly in response to shocks.

Evidence shows that EU-level action works when it is allowed to.

Research published by the European Central Bank in late 2025 shows that EU investment programmes crowd in private capital: every euro invested at EU level generates more than one euro of private investment and delivers measurable productivity gains, particularly for smaller firms.

The lesson is clear. Collective action delivers results. But it remains the exception, not the rule.

The risk of wasting the crisis

Europe has taken some important steps. In 2025, acting on a proposal from the European Commission, the EU bypassed unanimity rules to extend sanctions on Russian central bank assets. The European Council has also pushed for closer coordination on defence and the protection of critical infrastructure.



Still, these moves are framed as emergency measures. Structural reforms remain politically sensitive and are often delayed. Once again, Europe risks managing the crisis without fixing the system that made it vulnerable.

Acting now does not simply mean reacting faster to the next emergency. It means building permanent collective capacities in defence, investment, and decision-making. If the EU fails to do so, it will not lose relevance because it lacks ambition, but because it continues to rely on temporary solutions in a world that no longer allows them.



Chiara GUIDETTI

La bataille des normes: L'Europe défie SpaceX

Avril 2024. Cap Canaveral, Floride. Une fusée Falcon 9 s'élance avec à son bord deux satellites Galileo, le GPS européen. Pour la première fois depuis quarante ans, l'Europe dépend d'un acteur privé américain pour accéder à l'espace. Un an plus tard, Bruxelles contre-attaque avec l'EU Space Act, un ensemble de normes strictes imposées à tous les opérateurs actifs sur le marché européen. L'ambition est claire, transformer une faiblesse industrielle en levier réglementaire.

Quand l'humiliation devient stratégie

Pour l'Europe, le lancement de ces satellites Galileo par SpaceX n'était pas un choix stratégique mais un constat d'impuissance. Ariane 5 avait tiré sa révérence, Ariane 6 accumulait les retards, et les fusées russes Soyouz ne décollaient plus de Guyane depuis l'invasion de l'Ukraine. L'Europe se retrouvait privée de moyens autonomes d'accès à l'espace. Pour les responsables européens, voir leurs infrastructures stratégiques décoller depuis la Floride a été un choc politique. Ces satellites, financés par les contribuables européens, devaient incarner l'autonomie du continent. Le symbole était dur, presque humiliant.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. En août 2025, la Federal Aviation Administration a annoncé avoir autorisé plus de 1 000 opérations spatiales commerciales depuis le début de la régulation du secteur en 1989. En 2024, SpaceX a mené 134 lancements orbitaux. La constellation Starlink dépassait alors les 9 300 satellites en orbite, selon les données du catalogue de suivi [Space-Track.org](https://space-track.org).

Pendant ce temps, l'Europe peinait à assurer une simple continuité de lancement pour ses besoins les plus élémentaires, avec seulement trois lancements réussis en 2024. Cette année sans accès autonome à l'espace a agi comme un électrochoc. Mais comment rivaliser avec un géant industriel lorsque vos propres fusées restent au sol ? Bruxelles, fidèle à son modèle de régulateur, a choisi une voie qu'elle connaît bien : celle de la norme.

Le marché intérieur comme arme

L'EU Space Act, prévu pour 2026, marque un tournant. Pour la première fois, l'Union européenne ambitionne d'imposer ses standards au secteur spatial. Et pas uniquement à ses propres acteurs, mais à tous ceux qui souhaitent proposer leurs services sur le marché européen. Le principe est simple. Vous voulez offrir de l'internet par satellite en Europe ? Vendre des images satellites à des entreprises européennes ? Lancer des satellites pour des clients du continent ? Alors, il faudra se conformer aux règles fixées à Bruxelles, peu importe que l'opérateur soit américain, chinois, ou indien.

À Bruxelles, cette stratégie a un nom : l'effet Bruxelles. L'idée est d'utiliser le poids du marché intérieur européen pour imposer des normes au reste du monde. L'Union l'a déjà fait avec le RGPD pour les données personnelles ou avec REACH pour les produits chimiques. Pourquoi pas dans l'espace ? Mais la comparaison a ses limites. Dans le numérique ou la chimie, l'Europe disposait d'une position de force industrielle. Ici, elle part affaiblie. Cette asymétrie rend le pari nettement plus risqué.



ESA - S. Corvaja

Inquiétude confirmée par le rapport Draghi sur la compétitivité européenne, qui met en garde contre le risque d'un décrochage industriel et qui vaut aussi pour la stratégie spatiale de l'Union.

Un contournement juridique audacieux

Sur le plan juridique, le texte repose sur une construction habile. Le Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne est pourtant explicite : l'article 189 du TFUE interdit toute harmonisation des lois spatiales nationales. En clair, Bruxelles ne peut pas imposer de règles communes dans ce domaine. Cette disposition protège notamment les prérogatives des grandes agences nationales, comme le CNES en France ou la DLR en Allemagne.

Pour dépasser cette contrainte, les juristes de la Commission ont utilisé comme porte d'entrée l'article 114 du TFUE, qui permet à l'Union d'adopter des mesures destinées à améliorer le fonctionnement du marché intérieur. Leur raisonnement est le suivant : aujourd'hui, treize États membres disposent chacun de leur propre législation spatiale. Cette fragmentation crée des distorsions au sein du marché unique. Le marché intérieur sert ainsi de fondement juridique pour légiférer sur l'espace. Un détour légal observé avec prudence par certains États membres, mais qui reste solide sur le plan du droit. L'Union n'intervient pas comme autorité spatiale, mais comme régulateur du marché intérieur.

Des règles parmi les plus strictes au monde

Les exigences de la Commission sont élevées. Première obligation : la règle des cent ans pour les satellites en orbite géostationnaire. Après leur fin de vie, ils devront être déplacés vers une orbite cimetière dans un délai maximal de cent ans. Deuxième contrainte : réduire drastiquement la production de débris lors des lancements. Chaque collision en orbite peut générer des milliers de fragments, mettant en danger l'ensemble des satellites en circulation. L'objectif est de freiner cette pollution spatiale croissante. Troisième innovation, sans doute la plus radicale, le principe du « design for demise ». Les satellites devront être conçus pour se désintégrer totalement lors de leur rentrée dans l'atmosphère afin d'éviter que des débris ne tombent au sol et ne causent des dommages. Pour des opérateurs peu habitués à ces contraintes, l'adaptation aura un coût. Un rapport du cabinet de conseil Europe Economics, publié en novembre 2025, estime que ces normes pourraient entraîner une hausse des coûts de fabrication comprise entre 3 et 10 %.

Washington crie au protectionnisme

Aux États-Unis, la réaction ne s'est pas fait attendre. Le modèle américain repose sur une logique inverse. D'abord innover rapidement, ensuite accepter le risque, puis réguler a posteriori. Le Commercial Space Launch Competitiveness Act offre ainsi une large liberté aux entreprises privées. Pour SpaceX ou Amazon, les standards internes de sécurité sont jugés suffisants. Pourquoi alors se soumettre à des règles européennes considérées comme excessives?

Le texte européen prévoit bien une exemption pour les satellites militaires, mais la distinction entre usages civils et militaires est devenue floue. Depuis le début de la guerre en Ukraine, des constellations commerciales comme Starlink sont largement utilisées par les forces armées ukrainiennes. SpaceX a même développé Starshield, conçue pour des usages gouvernementaux américains, avec des capacités de communication sécurisées distinctes du réseau civil. À Washington, l'idée que Bruxelles puisse encadrer ces systèmes à double usage est perçue comme une atteinte à la souveraineté technologique américaine. Au-delà des aspects techniques, c'est l'extension normative dans un domaine critique qui inquiète.

Les startups européennes prises en étau

En Europe aussi le texte divise. Les grands groupes industriels historiques, comme Airbus ou Thales Alenia Space, y voient une opportunité. Habités aux exigences institutionnelles, normatives et aux cycles longs, ils peuvent valoriser leur expertise en matière de fiabilité et de conformité. Les startups du « New Space » européen sont en revanche beaucoup plus prudentes.

Des entreprises comme Isar Aerospace ou MaiaSpace redoutent une surcharge administrative supplémentaire, alors qu'elles peinent déjà à attirer des capitaux face aux géants américains.

Le rapport d'Europe Economics modélise ces risques. Une réglementation jugée trop contraignante pourrait entraîner une baisse de la demande de 13,6 % et une perte annuelle de 3,5 milliards d'euros d'investissements. Face à ces projections, le Comité d'examen de la réglementation de la Commission européenne n'a validé le texte qu'avec réserves. La tension est palpable. En voulant imposer ses standards à l'échelle mondiale, l'Europe risque de fragiliser ses acteurs émergents

La carotte avec le bâton

Consciente de ces limites, la Commission propose d'introduire un volet incitatif avec le Label spatial de l'Union européenne. Ce label volontaire récompensera les opérateurs qui vont au-delà des exigences minimales, avec l'objectif de transformer la durabilité en argument commercial. L'Agence de l'Union européenne pour le programme spatial (EUSPA) verra son rôle renforcé et deviendra un acteur central de la régulation, via la création d'un Conseil de conformité chargé d'évaluer les opérateurs à l'échelle mondiale.

Cette approche vise aussi le Sud global. De nombreux pays d'Afrique, d'Amérique latine ou d'Asie observent avec inquiétude la saturation rapide des orbites par les méga constellations américaines et chinoises. Faute de capacités de lancement, ils craignent d'être exclus de l'accès à l'espace utile. En se positionnant comme tiers de confiance et en proposant une gestion plus équitable et durable des orbites, l'Europe espère rallier le Brésil, l'Inde ou le Japon. Un soft power normatif qui pourrait porter ses fruits à long terme.

Une norme peut-elle remplacer des fusées ?

L'EU Space Act n'entrera en vigueur qu'au 1er janvier 2030. Ce calendrier laisse du temps à l'industrie pour s'adapter, mais soulève une question centrale : l'Europe dispose-t-elle d'un poids assez important pour imposer ses règles ? Selon les analystes de l'Institut européen de politique spatiale, un centre de recherche basé à Vienne, le marché européen ne représente qu'environ 1 % de l'activité spatiale totale des États-Unis, un chiffre qui relativise la portée du levier normatif européen.

Le texte assume un décalage entre la vitesse industrielle américaine et le temps normatif européen. Bruxelles parie sur le fait que la règle finira par structurer le marché. D'ici 2030, le paysage pourrait évoluer. Ariane 6 pourrait enfin voler de manière régulière. Et les startups européennes ne sont plus une promesse abstraite, le programme European Launchers Challenge, porté par l'Agence spatiale européenne, ouvre la voie à des financements pouvant atteindre 169 millions d'euros pour cinq acteurs du New Space européen, que sont Isar Aerospace, MaiaSpace, Rocket Factory Augsburg, PLD Space et Orbex. Une chose est sûre, l'Europe a choisi son terrain d'affrontement. Et ce n'est pas celui des fusées, mais celui des normes. Reste à savoir si la norme peut durablement compenser l'absence de puissance industrielle dans la course à l'espace.



Adrian MALO



Avortement, écologie, migrations: L'UE dans le tourbillon mondial de la contre-offensive mondiale des **droites** **radicales**

Face à la montée mondiale des droites radicales, l'Union européenne voit ses acquis fragilisés, notamment sur l'avortement, l'écologie et l'immigration. Cet article place l'UE au centre de l'analyse, tout en comparant ses évolutions avec celles observées aux États-Unis et au Chili, où des présidents élus récemment (Trump en 2024 aux États-Unis et Kast au Chili en décembre 2025) renforcent des politiques conservatrices, entraînant des reculs majeurs. Une question s'impose alors : l'UE résistera-t-elle à cette dynamique, ou suivra-t-elle la même trajectoire régressive ?

Le droit à l'avortement, nouvel enjeu d'offensive conservatrice

Le droit à l'avortement est un droit fragile autour du monde, et il reste un sujet très clivant au sein de l'hémicycle européen. A ce jour, vingt millions d'européennes n'ont pas d'accès à une IVG sûre. Pour pallier ce problème, les eurodéputés ont adopté le 17 décembre 2025 une résolution permettant à toute femme enceinte d'un pays restreignant l'accès à l'IVG d'y avoir accès dans un autre pays européen l'autorisant. Seuls les députés d'extrême droite ont voté contre. Ils ont par ailleurs indiqué à la Commission européenne qu'ils ne souhaitent pas faciliter la traduction du texte en mesures juridiques.

Aux États-Unis, la remise en cause est déjà effective.

Comme le rappelle Mathieu dans la Vie des idées, le droit à l'avortement, initialement autorisé aux États-Unis depuis l'arrêt *Roe v. Wade* de 1973, a été balayé en 2022 par une décision de la Cour Suprême (*Dobbs v. Jackson Women's Health Organization*). Ce dernier arrêt statue que la constitution ne confère pas de droit à l'avortement, laissant la décision aux États fédérés. Or, les États américains adoptent successivement des lois TRAP (*targeted restrictions on abortion providers*) limitant l'accès à l'avortement. Entre 2020 et 2024, ce sont 158 cliniques physiques qui ferment dans le pays. Letellier, doctorante en sociologie politique des États-Unis, s'inquiète des conséquences d'un tel revirement : 15% des femmes recourant à l'IVG dans une clinique d'un État progressistes (Oregon, Californie, New York, Washington...) proviennent d'un autre État. Ces femmes, souvent jeunes et en précarité économique, viennent généralement de loin et arrivent dans des conditions éprouvantes. Cette situation interroge directement l'Union européenne : si de telles régressions ont été possibles aux États-Unis malgré des décennies de protection juridique, rien ne garantit que l'UE soit immunisée face à une dynamique similaire.

Du côté du Chili, l'élection en décembre 2025 du président José Antonio Kast ne présage rien de bon pour l'avenir du droit à l'avortement.



Le Chili a déjà une politique extrêmement dure sur l'avortement, ne l'autorisant qu'en cas de danger pour la vie de la mère, et on peut désormais s'attendre à une politique encore plus ferme. En effet, en 2021, lors de la campagne présidentielle, qu'il n'a pas gagné, Kast annonçait vouloir interdire radicalement l'avortement. Là encore, ce cas rappelle que même des cadres juridiques a priori solides peuvent être rapidement remis en cause sous l'effet d'un basculement politique, ce qui alimente les inquiétudes au sein de l'UE.

Quand la droite radicale redéfinit les priorités environnementales

Un affaiblissement progressif des ambitions climatiques se dessine dans l'Union Européenne, dans un contexte mondial de détricotage de l'action environnementale. À l'inverse de la précédente législature où les 69 députés écologistes ont pu influencer pour l'adoption d'une législation favorable à la protection de l'environnement, la législature actuelle est beaucoup plus frileuse et réservée quant à ses ambitions climatiques. Le récent article de Castano dans LVSL montre que le Green Deal est peu à peu vidé de sa substance : levée de l'interdiction des moteurs thermiques en 2035, militarisation croissante à une hauteur de plusieurs centaines de milliards d'euros, report de règlements tel que celui interdisant l'importation de matières premières associées à la destruction des forêts, assouplissement des critères de durabilité de la PAC...

Ces mesures votées par l'extrême droite mais aussi par la droite européenne contribuent à un démantèlement du Green Deal. Sous couvert de la compétitivité économique, la Commission von der Leyen fait un pas en arrière concernant tous les progrès environnementaux effectués. Cela est d'autant plus inquiétant que la droite conservatrice s'allie avec l'extrême droite plutôt que de garder le cap sur les objectifs environnementaux fixés qu'elle avait pourtant en partie initialement votés.

Outre-Atlantique, le bilan est plus que catastrophique. Trump a engagé une guerre contre le climat. Depuis son investiture, l'association Natural resources defense council compte 350 actions qui menacent l'environnement, contre 112 sous l'ensemble de son mandat précédent. Entre le licenciement de scientifiques travaillant sur les conséquences du réchauffement climatique, la censure des mots comme « pollution », « changement climatique » ou « émission » dans les documents et sites officiels, la suppression d'un site phare sur le climat ([climate.gov](https://www.epa.gov/climate)), l'abandon de normes sur la réduction de la pollution automobile, Trump et son entourage sont au taquet et prêts à tout pour la « déréglementation écologique ».

Ce démantèlement accéléré montre jusqu'à où peuvent aller des gouvernements conservateurs lorsqu'ils disposent de leviers politiques forts, et pose la question des capacités de résistance institutionnelle de l'Union européenne face à des pressions similaires.

Le Chili n'est pas mieux loti en ce moment. José Antonio Kast a l'ambition de favoriser les projets d'extraction minière et de l'industrie agroalimentaire. Il incarne « l'extractivisme classique sans aucun contrepoids réglementaire, le scepticisme climatique et le rejet des grands accords internationaux », comme le souligne Felix Gonzalez, député chilien. La récente proposition du président d'augmenter la production de l'eau pour lutter contre la désertification croissante provoque les pires craintes chez les associations environnementales, en raison de la fragilité des écosystèmes, déjà bien atteints par l'exploitation minière. Le Chili illustre, comme les États-Unis, la normalisation d'une logique extractiviste et productiviste qui trouve désormais des échos croissants dans certains discours politiques européens.

Durcissement migratoire : l'UE dans la logique mondiale de fermeture

Influencée par le contexte mondial, la politique migratoire européenne se durcit. Alors que des conflits sévissent autour du monde et entraînent avec eux des millions de réfugiés, et que les dérèglements climatiques créent annuellement de nouveaux réfugiés climatiques, l'UE veut protéger ses frontières coûte que coûte. Réunis début décembre à Bruxelles, les ministres de l'Intérieur des États membres ont approuvé un texte encadrant strictement le renvoi de migrants en situation irrégulière vers un pays tiers sans lien avec leur origine, ou vers des « hubs de retour » situés à l'extérieur des frontières de l'UE. Ce dispositif est renforcé par des sanctions (refus de prestations sociales voire sanctions pénales) pour les migrants qui résisteraient souligne Le Soir. Ce texte adopté conjointement par la droite et l'extrême droite européenne provoque l'inquiétude en France et Espagne, en plongeant davantage les personnes déjà vulnérables dans le danger et l'insécurité juridique.



Aux Etats-Unis, Trump a fait de la lutte contre l'immigration un élément majeur de son mandat. Il a annoncé courant décembre une nouvelle extension des restrictions d'entrée sur le territoire américain : les ressortissants africains du Burkina Faso, Mali, Niger et Soudan du Sud sont interdits d'entrée, et d'autres pays tels que l'Angola ou le Sénégal se voient assigner des procédures plus complexes pour obtenir un visa. L'objectif est clairement édicté par la Maison-Blanche: interdire aux pays du « tiers monde » d'accéder aux Etats-Unis et de « nuire à la culture américaine ». Cette politique américaine résonne avec les orientations prises par plusieurs gouvernements européens et une partie des forces politiques du Parlement européen, qui légitiment une approche prioritairement sécuritaire des migrations.

La politique chilienne s'aligne avec les ambitions de Trump. Le futur président joue sur le sentiment d'insécurité en promettant l'expulsion de 337 000 étrangers en situation irrégulière. Stéphane Alenda, chercheuse chilienne en sociologie politique, remarque que cette perception d'insécurité est disproportionnée car le taux d'homicide est de 6 pour 100 000 habitants, l'un des plus bas d'Amérique latine. Là encore, le Chili confirme que la rhétorique sécuritaire constitue aujourd'hui un répertoire politique partagé internationalement, auquel l'Union européenne n'échappe plus.

Résister ou basculer ? L'avenir politique et social de l'UE en question

Sur trois thématiques très clivantes, et sous l'influence croissante d'activistes d'extrême droite, les inflexions de la législation au sein de l'Union Européenne résonnent avec celles que connaissent aussi les Etats-Unis et le Chili.

Face à une remise en cause profonde d'acquis sociaux et écologiques, tous ne se résignent pas. Des représentants politiques progressistes comme des citoyen.ne.s autour du monde continuent à se battre et à faire entendre leurs voix, défendant ainsi la démocratie.



Aurore NEURAY

BOOK

ALGORITHMIC RULE

AI AND THE FUTURE OF DEMOCRACY IN SWEDEN AND BEYOND

Edited by Maja Fjaestad and Simon Vinge



The future is not simply digital; it is algorithmic. The book "Algorithmic rule" explores what can be described as algocracy – rule by algorithms. Algorithms now shape not only what we see and hear through the media, but also how public administrations function, how work is managed, and decisions about health, employment and even children's education.

We need a progressive algorithmic future - an alternative that resists surrendering sovereignty to Big Tech. Transparency is essential, but it is not enough; the deeper challenge is to ensure that citizens and workers themselves influence the algorithms that govern them.

This book is part of the FEPS-Nordic Digital Programme.



Akademikerförbundet SSR

FEPS
FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES



DIGITAL
PROGRAMME



THE EUROPEAN UNION IN ITS WORLD

L'UNION EUROPÉENNE DANS SON MONDE



European Parliament pushes **Qualified Majority Voting** to override national interests and facilitate enlargement process

On October 22 2025, the European Parliament adopted a landmark resolution (2025/2041(INI)) reported by Member of the European Parliament (MEP) Sandro Gozi: “European Parliament resolution of 22 October 2025 on the institutional consequences of the EU enlargement negotiations”. This resolution aims at radically empowering parliamentary prerogatives and dismantling the unanimity trap that currently paralyzes the Council of the European Union. By pushing for a transition to Qualified Majority Voting (QMV), the resolution seeks to bypass national vetoes to ensure a more functional and effective Union capable of meeting future enlargement challenges.

A geopolitical shift

Since the full-scale invasion of Ukraine in 2022, the nature of EU enlargement has fundamentally changed, moving away from a purely normative and transformative model. As scholar Frank Schimmelfennig observes, the process has shifted from a "transformative" logic of Europeanization to a "geopolitical enlargement" driven by security and strategic aspects. In this context, the EU's incapacity to agree on important decisions has become a critical flaw, as national interests frequently override collective geopolitical goals. The Gozi Report argues that continental unification and internal reform must go hand in hand, as an enlarged Union without structural changes would face permanent institutional gridlock.

The unanimity trap: a barrier to a larger union

The core issue identified by the Parliament is the EU's growing incapacity to agree on important decisions. This flaw leaves the Union stagnant in an era of rapid geopolitical shifts. Currently, enlargement policy remains one of the final frontiers where the European Parliament does not act as a co-legislator, holding only a limited consent role. This means that the entire process is held by Member States' unanimity within the Council. Thus, unlike the ordinary legislative procedure (OLP), in this special legislative procedure the Parliament acts as a secondary body that can only accept or reject a proposal and cannot propose amendments. As national interests frequently override collective European goals, the enlargement process has become very slow and disputed. The resolution of October 2025 serves as a formal declaration that the status quo is no longer sustainable if the Union intends to welcome new members without ending up in total paralysis.

The legal shortcut: activating "Passerelle" clauses

To address this crisis, the Parliament first proposes a relatively feasible legal path: the activation of the passerelle clauses introduced in Article 48(7) of the TEU. These clauses allow the Union to shift from unanimity to QMV without a full Treaty change.

Specifically, the resolution calls for the use of Article 31(3) TEU regarding the Common Foreign and Security Policy (CFSP). This mechanism would order the Council to vote via QMV on specific steps if the European Council has already reached a unanimous political agreement. By utilizing these passerelles, the Parliament aims to facilitate a faster, more agile enlargement process that can respond more rapidly to the strategic needs of candidate countries like Ukraine and Moldova.

The hard path: treaty reform and the end of the veto

While legal shortcuts provide immediate relief, the Parliament's resolution also targets a more permanent solution: a reform of the European Union through Treaty changes. The ultimate goal is to ensure that all enlargement-related decisions are adopted with QMV as the default standard.

This resolution is not merely a technical adjustment to voting rules, but a fundamental demand for a more democratic and federal European Union. By invoking Point 20 of the resolution supporting the empowerment of the European Parliament and putting it on equal footing with the Council on such questions, the Parliament is protesting its current secondary status and calling for a transition to the OLP for enlargement policy. The goal is to move enlargement away from the Council's opaque intergovernmental bargaining and toward a transparent system where the Parliament acts as a full co-legislator. This empowerment would grant the European Parliament the power to introduce, amend or repeal legislation. Ultimately, this shift seeks to ensure that the strategic expansion of the Union is grounded in direct democratic legitimacy rather than secret diplomatic deals.

From "Vetocracy" to a strengthened democratic and geopolitical Union

By challenging the Council's veto power, the European Parliament is attempting to move the Union away from a vetocracy, that is to say a situation where it is very easy to block the political process. Such a term was invented by the American political scientist Francis Fukuyama and initially used for the United States' political system but can also be applied to the situation at the Council. The Parliament instead advocates for a flexible model that prioritizes the EU's political activity over internal deadlock. Ultimately, the Union must modernize its institutional architecture to ensure that efficiency and democratic legitimacy are no longer sacrificed to national interests.

Transitioning to QMV would detach the enlargement process from national interests, ensuring that candidates like Ukraine, Moldova, Georgia and the Western Balkan states are judged on their *acquis communautaire's* work rather than bilateral politics. Removing the veto transforms accession from an unpredictable diplomatic gamble into a transparent roadmap that prioritizes collective geopolitical policy.

To conclude, the essential transformation of enlargement policy hinges on adopting QMV for candidate states' accession, allowing the Parliament to overcome its limited "consent" role to become a true co-legislator. Whether through the immediate use of passerelle clauses or the long-term pursuit of Treaty reform, the goal is to grant the Parliament the power to introduce, amend or repeal laws, placing the Union's future under more democratic control.



Maxence GALLAIS

The European Defence Industry Programme: A Stress Test for Cohesion

In the wake of a war that has redefined European security, the European Union has embarked on one of its most ambitious industrial projects: to forge a European Unified Defence Technological and Industrial Base. The European Defence Industry Programme (EDIP), a €1.5 billion regulatory and financial framework, is the chosen instrument. Yet, this programme is about more than missiles and munitions. It is a profound political experiment, a deliberate attempt to manufacture strategic interdependence where voluntary cooperation has consistently failed. Its implementation will not only test Europe's ability to arm itself but also the very cohesion of the Union, forcing a resolution or an admission of failure, in the longstanding contest between national sovereignty and supranational integration.

The Persistent Challenge of Fragmentation

The quest for a common European defence is a story of enduring ambition punctuated by sobering setbacks. The collapse of the European Defence Community in 1954 cast a long shadow on common defence programmes. The following decades saw the creation of different frameworks, from the Helsinki Headline Goal to the more structured Permanent Structured Cooperation (PESCO), designed to enhance collaboration through political commitment. However, they have produced only modest, largely symbolic advances, failing to disrupt the fragmentation that defines Europe's defence.

The data reveals the stark reality of this fragmentation. The European Defence Agency's 2025 Annual Report confirms that collaborative defence investment remains frozen at approximately 18%. The European Parliament's 2025 cost-of-non-Europe study translates this into €80-100 billion in annual inefficiencies due to duplicated research, divergent military standards and missed economies of scale. Nations produce parallel versions of similar armoured vehicles, incompatible artillery systems, and competing fighter jet programmes, draining treasuries and crippling the continent's collective output. This fragmented landscape is precisely what EDIP seeks to dismantle through binding industrial policy.

The Design of the Programme: Forcing Industrial Integration

EDIP represents a fundamental evolution in the EU's approach to defence integration, since the political agreement reached in November 2025 establishes a regulatory architecture designed to compel integration. To access EDIP's financial incentives from increasing ammunition production to developing next-generation drones, companies must form consortia spanning at least three Member States. This rule is a direct attempt to bypass the bilateral deals that have historically passed for European cooperation. Furthermore, the programme follows a differentiated strategy: stimulating joint demand through procurement incentives, directly boosting production capacity, securing critical supply chains and fostering innovation in key areas such as cyber and space.

Aggregated demand from multiple Member States provides predictable orders that justify private investment in new production lines, in turn, reducing external dependencies and creating a web of industrial interdependence that makes strategic autonomy a tangible reality.

The Core Political Dilemma: Juste Retour vs. Efficiency

The most immediate threat to this integrationist logic is the deeply entrenched political economy of European defence, crystallised in the principle of *juste retour*, the expectation of a “fair return” on national contributions. While understandable from a domestic political perspective, its rigid application is the antithesis of efficient industrial policy. A 2025 study by the German Institute for International and Security Affairs (SWP) warned that if Member States treat EDIP as a ledger for national accounts, it will “merely subsidise existing national champions rather than foster genuinely European value chains”. The political demand to give every country a “fair share” of production can scatter factories across Europe just to satisfy national interests. This fragmentation wastes resources and undermines the very cost savings and efficiency that a united programme should achieve.

The historical concentration of European Defence Fund resources in a handful of Western European nations created the perception of a “two-speed” defence Europe. The Visegrad Group’s 2025 joint position explicitly framed EDIP as a test of solidarity, demanding “mandatory capacity-building mechanisms” for industries in Eastern Europe to prevent the programme from entrenching existing industrial hierarchies. The challenge for the newly formed European Defence Industry Council (EDIC) will be to mediate this tension.

Competing Strategic Visions: Autonomy and Atlanticism

Beyond the financial calculus lies a more profound divergence in strategic culture, namely the debate between autonomy and atlanticism. For France and several southern Member States, EDIP is the indispensable engine of “strategic autonomy.” The 2025 French White Paper on Industrial Sovereignty argues that true political independence is impossible without the industrial capacity to sustain military action, framing EDIP as a cornerstone of “European sovereignty”. This perspective was born of experience, notably the 2021 AUKUS shock, which demonstrated that even the closest allies can prioritise their own strategic interests over European partnerships.





On the contrary, many Central and Eastern European nations keep an atlanticist posture. Here, security is indivisible from NATO and the United States' nuclear and conventional guarantee. Poland's 2025 deal for 152 Abrams tanks with the U.S. is a monumental investment in deepening transatlantic military integration, not a European alternative. For these states, any EU initiative is legitimate only if it demonstrably and operationally "complements NATO," a phrase enshrined in all relevant EU documents.

To succeed, EDIP must be presented and managed not as a rival to NATO, but as its essential enabler. As the European External Action Service's 2025 assessment noted, a capable European defence industry is the prerequisite for a "more capable European contributor to transatlantic burden-sharing". The programme must focus on filling recognised capability gaps in areas such as logistics, air defence or strategic enablers that NATO itself has identified, thereby strengthening the Alliance's European pillar rather than constructing a parallel one.

Possible paths: unity, division, or a multi-tiered Europe

The true impact of EDIP will be determined by choices made during its implementation.

Based on current political and industrial realities, three pathways seem possible for the programme and, by extension, for European defence integration.

Firstly, the "Integration Scenario"

In this most optimistic scenario, EDIP successfully incentivises the formation of large, cross-border industrial teams. A few flagship successes, such as a jointly produced artillery system or drone fleet, demonstrate clear military and financial benefits: better capability for a lower shared cost. This success builds political trust and creates powerful advocates for deeper cooperation. Over time, EDIP could solidify into a major, permanent EU fund, becoming the central pillar of a cohesive defence industrial base that enhances the Union's global strategic weight.

Secondly, the "Fragmentation Scenario"

This scenario emerges if political disputes over industrial work shares and funding allocations become paralyzing. Frustrated by a slow EU process, major capitals revert to smaller, exclusive groups outside the EDIP framework. Existing projects like the Franco-German-Spanish Future Combat Air System (FCAS) or the British-Italian-Japanese Global Combat Air Programme (GCAP) would solidify as separate, competing poles of technology.

EDIP would be relegated to funding minor collaborative projects, while the most significant integration occurs in closed clubs.

Thirdly, the “Differentiated Integration Scenario” (most likely)

This middle course appears most likely, at least initially. A core group of nations with large defence industries (such as France, Germany, Italy and Spain) would use EDIP extensively to merge their industrial capacities. A second tier of Member States would participate selectively, joining only projects that meet an urgent need, like ammunition production. A third tier, skeptical of strategic autonomy and prioritising ties to NATO and non-European suppliers, would engage minimally. While pragmatic, this “multi-speed” outcome carries a significant long-term risk: it could institutionalize differing levels of ambition and dependency within the EU, making a common strategic culture even more difficult to achieve.

A test of European strategic sovereignty

The European Defence Industry Programme (EDIP) is a decisive test of the European project. It moves the long-standing debate over “strategic autonomy” from theory into practice, challenging Member States to translate political pledges into shared industrial reality.

The programme's modest budget is less significant than the precedent it sets. By creating rules that reward multinational cooperation, EDIP establishes a new framework for action. Its success will not be declared in Brussels, but determined by the cumulative procurement choices of national capitals and the tangible output of its production lines.

Consequently, EDIP's true product will not be weapons alone. It will be evidence. Either it will demonstrate that Europe can consolidate its resources and build the integrated foundation required for true sovereignty, or it will stand as detailed proof that national interests keep undermining collective security. In a world of sharp power politics, this programme will measure Europe's capacity to act as a single strategic power.



Antonio CARDONE

Les Pays et Territoires d'Outre-Mer et les Régions Ultrapériphériques, entre statut particulier et marginalisation

Penser à l'Europe dans le monde conduit inévitablement à évoquer son passé historique, son marché intérieur, sa capacité normative ou encore ses institutions. Pourtant, une dimension plus concrète mais aussi plus visible de la présence mondiale de l'UE se situe loin de Bruxelles et du continent. Il s'agit des Pays et Territoires d'Outre-Mer (PTOM) et les Régions Ultrapériphériques (RUP), espaces dispersés sur plusieurs océans, et parfois à des milliers de kilomètres de l'Europe continentale.

L'Europe à l'épreuve de ses périphéries

Les RUP comptent près de 5 millions de citoyens européens. Ils incluent la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane, la Réunion, Mayotte, Saint-Martin, les Açores, Madère et les Canaries. Le droit européen y est applicable mais l'article 349 du Traité sur le Fonctionnement de l'UE (TFUE) permet une certaine flexibilité et des adaptations spécifiques liées notamment à l'insularité et aux contraintes climatiques.

Quant aux PTOM, ils regroupent un total de 1,2 million d'habitants répartis sur 13 territoires tels que la Nouvelle-Calédonie ou le Groenland. Officiellement, ils ne font pas partie de l'UE mais ils demeurent associés grâce à un régime spécifique qui leur donne accès au marché européen, ainsi qu'à des financements ou des subventions.

On peut évoquer le terme de "zone intermédiaire du projet européen" de l'eurodéputée Marie-Pierre Vedrenne pour qualifier les PTOM qui ne sont ni pleinement intégrés, ni pleinement extérieurs à l'UE. Ces statuts différenciés traduisent une tension permanente entre égalité juridique officielle et inégalités structurelles.

Un atout géopolitique majeur mais sous-exploité

Ces territoires confèrent à l'UE une vaste zone économique exclusive (ZEE), la plus vaste au monde estimée à environ 25 millions de km², avec près de 90% liés aux outre-mer. Grâce aux PTOM et aux RUP, l'UE est présente dans la majorité des régions stratégiques majeures. Les territoires ultramarins constituent les seuls points d'ancrage territoriaux de l'UE dans l'Indo-Pacifique. Cette zone concentre plus de 60% du commerce maritime mondial et comporte entre autres, d'importantes réserves de ressources halieutiques, fossiles et minières, mais aussi des détroits déterminant pour le commerce international comme celui de Malacca ou de Lombok. La France, via ses outre-mer, assure à elle seule près de 11 millions de km² de ZEE, la deuxième au monde après les États-Unis. Cela donne à l'Europe un rôle central dans la sécurisation des routes maritimes, dans la lutte contre la pêche illégale, qui se chiffre en millions de tonnes par an au niveau mondial, ainsi que dans la protection des ressources et de la biodiversité marines.



Comme l'a affirmé Josep Borrell le 29 Novembre 2022 au forum indo-pacifique de Bruxelles, "les relations entre l'UE et la région indo-pacifique doivent rester bilatérales. Il ne s'agit pas seulement de ce que nous pouvons faire dans et pour la région, mais aussi de ce que nous pouvons faire ensemble dans un monde dangereux." Il affirme ainsi la volonté de l'UE de s'impliquer et d'en faire davantage dans la région où transitent environ 40% du commerce extérieur de l'UE.

Pourtant, la représentation de ces espaces demeure relativement absente de l'imaginaire collectif et du débat public européen. De plus, la situation parfois alarmante de certains PTOM et RUP interroge sur la capacité de l'Europe à assumer pleinement ses obligations envers eux sans marginaliser ces territoires ou les populations qui y vivent.

Malgré plusieurs plans successifs comme la Stratégie européenne renouvelée pour les RUP en 2022 ou la Stratégie de l'UE pour la coopération dans l'Indo-Pacifique en 2021, la place de ces territoires reste marginale tant la mise en œuvre opérationnelle est incomplète.

Vulnérabilités structurelles et dépendances héritées

Bien que d'importance stratégique croissante, les PTOM et RUP connaissent des déséquilibres socio-économiques profonds.

Le taux de chômage y est endémique et significativement plus élevé que dans les régions continentales. Il atteint environ 17% dans les RUP contre 6% dans l'Union et atteint parfois 30% chez les jeunes. Le coût de la vie y est également nettement supérieur sans que les salaires ne suivent. Selon l'INSEE, le prix moyen des denrées alimentaires y est de 10 à 30% plus élevé en raison de la dépendance aux importations et des contraintes logistiques. L'eurodéputé Younous Omarjee lie cette réalité avec ce qu'il appelle une "économie de comptoir prolongée", héritée de la période coloniale. Autrement dit, les territoires ultramarins ont été historiquement organisés comme des économies de comptoir avec la production de matières premières pour l'Europe et l'importation de presque tout le reste. Cette organisation a empêché le développement d'une industrie locale diversifiée et autonome avec pour résultat une dépendance à l'importation pour la plupart des biens de consommation.

À cela s'ajoute une vulnérabilité climatique majeure. Si les territoires ultramarins concentrent près de 80% de la biodiversité européenne, ils comptent également parmi les plus exposés aux cyclones, comme celui qui s'est abattu sur Mayotte en 2024, à la montée du niveau de la mer et à l'érosion côtière. La quasi-totalité des RUP sont classées comme zone à risque climatique élevé par la Commission européenne.

Intégration européenne et sentiment de marginalisation politique

Depuis les années 1990, l'UE a renforcé ses politiques spécifiques en faveur des RUP et des PTOM. Sur la période 2021-2027, les PTOM bénéficient de plus de 13 milliards d'euros de fonds structurels et d'investissements. Les RUP disposent quant à eux de 500 millions d'euros. Ces fonds doivent notamment soutenir le développement des services publics et la transition écologique.

Ces mesures sont pourtant perçues comme insuffisantes et inadaptées au contexte. Les normes européennes se heurtent aux réalités insulaires et tropicales, créant un sentiment de distance politique. L'histoire coloniale contribue également à renforcer cette perception, ajoutée au coût de la vie qui ne cesse d'augmenter et la faible diversification des économies locales. Les RUP et PTOM ne sont pas seulement en marge géographiquement de l'Europe mais aussi marqués par les séquelles du passé colonial impactant directement la vie quotidienne.

Les soulèvements sociaux récents à Mayotte ou en Nouvelle-Calédonie illustrent cette tension. Les populations réclament de meilleures conditions de vie et une reconnaissance de leurs spécificités culturelles et historiques.

Le laboratoire Stratégique de l'Europe de demain

Les PTOM et RUP peuvent devenir de véritables laboratoires pour les innovations à la fois politiques et écologiques. En effet, l'UE a fixé un objectif contraignant de 42,5% de la part d'énergie renouvelable dans son mix énergétique d'ici 2030. Cela s'inscrit dans la transition écologique voulue par l'UE, où ces territoires disposent d'un potentiel en énergies renouvelables considérable.

Ces territoires sont également au cœur de la coopération régionale. Ils agissent comme des "ponts" entre l'Europe et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique de par leur proximité géographiques. Ils offrent également des espaces pour expérimenter de nouvelles politiques de protection de la biodiversité avec une gestion durable des ressources marines et l'augmentation de la résilience face au changement climatique.

Sur le plan postcolonial, ces territoires contraignent l'UE à repenser son rapport à son histoire. Comme le rappelle l'intellectuel Achille Mbembe, l'Europe ne pourrait être crédible dans le monde uniquement en assumant pleinement les héritages coloniaux qui structurent les inégalités. Il s'agit dès lors de reconnaître que les disparités économiques et le coût de la vie élevé en raison de la dépendance aux importations sont en partie des séquelles historiques et non pas le simple résultat de la mondialisation.



Les RUP et les PTOM doivent être considérés comme des acteurs à part entière et non comme de simples périphéries. Il s'agit de la condition pour que l'UE soit pleinement cohérente et capable d'assumer pleinement ses responsabilités envers ses populations périphériques.

L'UE peut-elle être une puissance mondiale inclusive?

Ainsi, les PTOM et les RUP révèlent une UE éclatée géographiquement mais unie par des enjeux communs sur plusieurs plans. La puissance européenne ne se mesure pas uniquement par son PIB ou à son influence extérieure, mais aussi à sa capacité à intégrer ces territoires sans les marginaliser. L'UE n'est pas seulement un projet continental. L'ambivalence est énorme et met en lumière les contradictions de l'UE qui se veut puissance globale tout en peinant encore à intégrer pleinement ses territoires les plus éloignés dans un cadre socio-économique et politique réellement efficace.

La question n'est pas seulement de savoir comment aider ces régions mais comment repenser le projet européen à partir de ses territoires ultramarins. Jusqu'où l'UE est-elle prête à adapter ses normes pour répondre aux réalités socio-économiques et culturelles de ses PTOM et RUP ? Il n'appartient qu'à l'UE de choisir entre être une puissance qui gère difficilement ses territoires ou qui accepte d'apprendre de ces derniers pour se transformer elle-même.

Josep Borrell, haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-président de la Commission européenne, au Forum indo-pacifique de Bruxelles en 2022.



Hippolyte VANEECLOO



Remigration: A spectre haunting Europe with anti-migrant hate

For over a decade, migration has been one of the main issues on the political agenda of both Member States and the European Union (EU), as well as a particularly hot topic in public discourse at all levels. The debate around it rarely involves voices of people on the move who are directly concerned. Instead, it has been dominated by institutional and political actors, especially those opposing and demonising migration. These actors propose securitarian approaches to the management of what is mistakenly framed as an emergency, rather than a phenomenon that is inherent to humanity and protected by the internationally recognised human right to migrate. In this setting, a word that used to circulate solely among extremist far-right groups is now becoming a part of mainstream public and political discussions: remigration.

The deep roots of the concept

The word remigration literally means “migrating back,” implying the voluntary decision of migrants to move back home. However, it is now associated with the forceful return of migrants to their countries, therefore constituting a euphemism for deportation and ethnic cleansing.

In January 2026, the US-based Center for the Study of Organized Hate published a report highlighting how this concept – rooted in racism and ethnonationalism – evolved from a fringe idea to a mainstream political concept.

Its emergence dates back to the 2010s and, although it originated in Europe from the work of Renaud Camus (father of the Great Replacement theory), the United States during Trump’s second term accelerated its implementation as governmental policy and action. Lately, the international press has widely reported on the violent operations conducted by the Immigration and Customs Enforcement (ICE) tackling non-white people regardless of their legal status (both US citizens and migrants, whether with or without papers). But what about our side of the Atlantic? Is the European Union safe from anti-migrant hate taking over politics and policies?

A once circumscribed idea entering politics from the backdoor

Remarkably, remigration was already one of the key points of the electoral programme of the far-right party Alternative für Deutschland (AfD) at the time of Germany’s snap elections in February 2025. During the electoral campaign, AfD’s leader Alice Weidel had called for large-scale repatriation of migrants. Moreover, a local section of the party in the city of Karlsruhe even distributed “deportation tickets”: they produced flyers resembling a plane ticket dated 23rd February 2025 (the date of the upcoming elections) and placed them in the mailboxes of people with a migratory background, implying that they would have had to leave the country if AfD went to power.

However, this stance on remigration during the electoral campaign came as no surprise. As recalled in an article by InfoMigrants, it had already long been on the agenda of the AfD. In late 2023, leaked information on a meeting among high-ranking AfD politicians, neo-Nazi activists and some wealthy businesspeople was revealed. At the core of this meeting was indeed a plan to deport millions of people with a migratory background. Nevertheless, the same article by InfoMigrants cites the work of German scholar Philipp Adorf which dates the first traces of remigration in AfD's proposals back to 2021 and identifies similar points in the manifesto of the Austrian far-right party Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ).

Further proof of the transnational spread of the concept of remigration is the Remigration Summit: this platform has existed since 2024 and brings together extremists from several European countries (both EU and non-EU) who also host dedicated periodic conferences across Europe. On their website, they declare that their idea of remigration “covers three sectors of the immigrant population”, the three being: “illegal immigrants, asylum seekers, and refugees”; “legal immigrants”; “non assimilated naturalized migrants in parallel societies”. They do not hide that the purpose of remigration is preventing “population replacement through the reversal of migratory flows, thereby restoring the sovereignty, independence, and identity of countries, through the defence of their ethnocultural specificity”. With the exception of the FPÖ, the examples hitherto provided are not in a position of power to enforce remigration through public policies. However, something is moving in this direction also in institutional settings.

A now increasingly widespread idea entering institutions from the main door

Italy was recently shaken up by the announcement that a conference on remigration would take place at the very heart of its parliamentary democracy: the Chamber of Deputies.



Before delving into how everything unfolded, it is important to specify that the conference was not launched nor promoted by the institution as a whole. Indeed, according to internal regulations, any member of the Chamber can book the press room of Montecitorio Palace to host an event that they deem relevant, which was the case here. Domenico Furgiuele – a parliamentarian belonging to the far-right majority party Lega – booked the room for January 30th at the request of a citizens’ collective called Remigrazione e Riconquista (literally, “remigration and reconquest”). This collective was formed by members of several far-right, fascist-inspired movements that are well known in the country, with the aim of drafting and launching a popular legislative initiative to introduce a law on remigration.

The Italian Constitution, indeed, allows all citizens to draft law texts from start to finish and propose them to the parliament upon collection of at least 50 thousand signatures. While it is not a part of the codified procedure to host in an institutional building the launch event of signature collections for such grassroots initiatives, in praxis it can happen when the promoters have connections with parliamentarians that are willing to book the press room for them or when parties are directly participating in the promoting collective.

The outrage in the country sparked as soon as the conference was announced on January 23rd: how could one of the main institutions of a Republic that is – by Constitution – anti-fascist provide a platform to neofascists? The symbols used by Remigrazione e Riconquista, the background of its members and the content of their proposal leave little room for imagination when it comes to the ideology informing their intentions. This is why several members of the opposition parties physically occupied the press room, preventing the conference from taking place. The promoting collective framed this action of resistance from the opposition as an act of censorship, therefore drawing even more media attention to the conference as it was being cancelled. The result? Their signature collection took roughly 24 hours to obtain and largely surpassed the minimum requirement for the law proposal to be officially submitted to the parliament for review, which means that their text on remigration will have to be discussed by the Chamber and the Senate sooner or later. Neither the Constitution nor ordinary law foresees a peremptory deadline for this to happen, leaving it to the discretionary decision of parliamentary committees that are competent on the matter.

However, given that the current parliamentary majority and the promoting collective are likeminded, it is likely that the text may be easily prioritised in parliamentary work. Thus, the mainstream debate on remigration in Italy is far from being over: it has just started.

The ultimate risk of mainstreaming

The concept of remigration emerged from extremist fringes but became mainstream over the course of about a decade, thanks to the increasing consensus that extremist political actors managed to catalyse. However, the normalisation of extreme ideas is further enabled by the mainstream right-wing parties as they progressively shift more to the right in the attempt to intercept or hold back the electorate they are losing to their more extremist competitors. It is not a surprise that in Portugal, for example, a stricter migration regulation (including expulsion for migrants who arrived illegally) was promoted by the centre-right government (and applauded by the far-right party Chega). Similarly, the European Commission, under von der Leyen's second presidency, took a tougher stance on migration, even publicly supporting the repatriation hubs (in practice, detention centres) that the Italian far-right government led by Giorgia Meloni built in Albania.

As the talk about remigration imposes itself and is more and more normalised in an increasingly violent political arena, the EU and its Member States are losing track of the values of human dignity, liberty and respect for international law that long characterised their (self) perception and national ethos, casting uncertainty and fear over the future of human rights in Europe.



Alessia RUTA

Creative Europe MEDIA et le cinéma : Un rayonnement culturel européen sans drapeau ?

Si vous êtes récemment allé au cinéma, vous avez sûrement remarqué cette bannière « Creative Europe MEDIA » qui précède un bon nombre de films dans les salles belges, et plus largement les salles européennes. Depuis 1991, ce programme de l'UE tente de bâtir une identité commune en faisant voyager les œuvres. Mais derrière le logo étoilé, l'argent européen finance-t-il vraiment un cinéma sans frontières, ou soutient-il simplement la coexistence de nationalismes culturels ?

Imaginez une salle de cinéma andalouse projetant un drame estonien, ou un public grec découvrant une coproduction germano-danoise. C'est le rêve fondateur du programme Creative Europe MEDIA : créer une "européanité" partagée à travers l'écran. L'objectif est ambitieux : permettre aux films d'échapper à leurs frontières nationales pour construire une culture commune.

Sur le papier, le pari de Bruxelles semble réussi. Selon l'étude d'impact « A Decade of Creative Europe », publiée en 2025 par la Commission européenne, les œuvres soutenues par le programme ont généré 241 millions d'entrées en dehors de leur pays d'origine entre 2014 et 2023. Ces chiffres racontent l'histoire d'un succès politique. Chaque année, les aides à la distribution permettent à près de 65 millions de spectateurs au-delà des frontières de découvrir une diversité de films. Ces œuvres bénéficient ainsi d'une meilleure accessibilité, que ce soit sur les plateformes numériques ou dans les salles de cinéma.

Ce succès repose sur des infrastructures solides, notamment le réseau Europa Cinemas. D'après les statistiques du réseau pour 2023, ses quelque 750 salles représentaient près de 40 % de tous les tickets vendus pour des films non nationaux en Europe. Pourtant, derrière ces statistiques flatteuses et encourageantes se cache une réalité de marché plus impitoyable qui remet en question l'idée même d'un cinéma unifié.

Un rayonnement à tendance tricolore

Le premier obstacle au mythe d'un cinéma européen "sans drapeau" est la concentration géographique du succès. Si l'on regarde de plus près qui regarde quoi, l'Europe du cinéma ressemble étrangement à une carte où la France occupe une place prédominante.

Les données révèlent une asymétrie frappante. Selon les analyses sur la diversité culturelle de l'industrie (ACEI), les films français et britanniques (avant le Brexit) ont accumulé par le passé 87 % du total des entrées des films européens sur les marchés mondiaux. En 2015, la France représentait à elle seule près de la moitié des entrées de films européens hors d'Europe. De plus, comme le note le Centre National du Cinéma et de l'image animée (CNC) dans son bilan 2024, le cinéma français continue d'exporter massivement, générant plus de 42 millions d'entrées à l'étranger.

Ce que nous appelons le "rayonnement culturel européen" est donc, en réalité, principalement le rayonnement de deux ou trois pays dotés d'industries puissantes.



Malgré les efforts du programme MEDIA pour soutenir les pays à faible capacité de production, dont les collaborations ont bondi de 5 % à 30 % grâce au programme selon la Commission, la fragmentation persiste : 60 % des films européens ne sortent jamais de leur pays d'origine.

L'illusion de la coproduction

Pour contourner ces frontières, l'industrie mise beaucoup sur les coproductions. C'est le modèle célébré du film "multinational", fruit d'une collaboration financière entre plusieurs pays, facilitée par des cadres juridiques comme la Convention européenne de 1992 et les nombreux appels à projets. Mais cette stratégie crée-t-elle pour autant une identité commune ? Pas nécessairement.

D'après les recherches académiques sur le financement du cinéma, la multinationalité d'un film relève souvent davantage du montage financier que d'une fusion créative. Les producteurs regroupent des fonds pour minimiser les risques économiques. Le résultat est parfois artificiel. Si les coproductions génèrent effectivement plus d'entrées que les films purement nationaux, c'est souvent parce qu'elles disposent de budgets plus importants et de meilleurs réseaux de distribution, et non parce qu'elles racontent une histoire "européenne" universelle.

David contre le Goliath américain

Les équipes créatives et les récits restent profondément ancrés dans des contextes nationaux spécifiques. Il est impossible d'analyser le cinéma européen sans évoquer l'éléphant dans la pièce : Hollywood. La domination américaine reste structurelle et écrasante. Dans les principaux pays européens comme l'Allemagne ou l'Italie, les productions américaines accaparent environ 80 % des parts de marché.

Face à cette industrie capable de campagnes marketing mondiales massives, le cinéma européen souffre d'un handicap majeur : la langue. La diversité linguistique, bien que preuve d'une certaine richesse culturelle, fragmente le marché. Comme le montrent certaines études universitaires, comme celle de Bernat Mallén parue en 2023, les subventions peuvent atténuer ce problème mais non le résoudre. L'exemple de la Catalogne est parlant : malgré les aides publiques pour le cinéma en langue locale, le marché reste dominé par le castillan et l'anglais, car on ne peut contraindre les préférences linguistiques du public.

Dans ce paysage déséquilibré, l'Union européenne n'agit pas tant en conquérant qu'en « stabilisateur » qui reste indispensable pour préserver la diversité face au géant américain.

Les distributeurs indépendants l'admettent volontiers dans leurs rapports : sans le soutien de MEDIA, la circulation des films européens s'effondrerait, laissant le champ totalement libre aux blockbusters américains.

Une union de la diversité

Faut-il pour autant parler d'échec ? Au contraire, c'est peut-être dans ce paradoxe que réside la véritable identité européenne. La théoricienne du cinéma Temenuga Trifonova note dans ses travaux sur l'identité européenne que le cinéma actuel ne se définit pas par un style unique, mais par des "histoires partagées" de marginalisation ou d'exil. C'est une identité basée sur la représentation de la diversité plutôt que sur une fusion homogène.

Le programme MEDIA a réussi un tour de force politique : permettre à des cinémas nationaux de coexister et de voyager un peu plus loin que prévu. Il a favorisé la diversité, augmentant la part des œuvres en langues moins parlées de 25 % à 32 % selon les derniers monitorings du programme.

En définitive, le "cinéma européen" n'est pas un mélange homogène où les frontières s'effacent. C'est une coopération complexe où les drapeaux continuent de flotter, non pas les uns contre les autres, mais les uns à côté des autres. L'Europe ne crée pas une culture unique "sans drapeau", mais elle finance l'espace nécessaire pour que ses différentes cultures puissent, parfois, se rencontrer.



Ludivine DOUSSOT



Can Europe compete globally without leaving anyone behind ?

Building on Mario Draghi's report on the future of European Competitiveness, the European Commission presented the Competitiveness Compass in January 2025, a five-year roadmap aiming at fostering economic dynamism and ensuring that Europe remains globally competitive and resilient. Achieving this goal will set another challenge for the EU: establishing its role in the current global context while also ensuring internal cohesion.

The global landscape and the need for a European renewal

The European competitiveness strategy entered the political scene at a critical moment for Europe. In a geopolitical context where trade partners are becoming rivals and the economic gap with other major competitors is increasing significantly, Europe realised that radical change was unavoidable. The EU became aware not only that it was growing too slowly, but also that the rapid growth of other countries meant it was being left behind.

As stressed in the Draghi Report, Europe failed to fully participate in the digital revolution, and the United States, which is the undeniable leader in the tech industry, now seems increasingly difficult to catch up with. Meanwhile, China's production has expanded, making it one of the main competitors in the global landscape. Moreover, the Russian invasion of Ukraine accelerated Europe's path towards energy independence.

In a context in which digitalisation and decarbonisation remain two key objectives for the EU, while negative demographic trends struggle to support the transition, the need for a European renewal is more urgent than ever.

The three pillars of the EU Competitiveness Compass

Based on the three main areas for action identified in the Draghi Report to reignite sustainable growth, the Competitiveness Compass aims to strengthen Europe's competitiveness by closing the innovation gap, decarbonising the economy and reducing dependencies.

The European Commission recognises that improving productivity is not possible without boosting innovation. This first pillar will be supported by facilitating the creation of start-ups and their conditions for scaling up, developing a deeper and more efficient venture capital market, easing talent mobility and retention, investing in state-of-the-art infrastructure and research.

The second pillar of the strategy links competitiveness with decarbonisation, involving industrial, competition, economic and trade policies. This approach seeks to ensure access to affordable energy, strengthen the business case for a clean transition and promote the competitiveness of the clean tech industry.

The third pillar aims at reducing excessive dependencies and increasing security.

Through the development of policies, partnerships and investments, as well as the reinforcement of defence industrial capabilities, the strategy is designed to integrate more strategic interests while improving overall preparedness.

Competitiveness at what cost? Avoiding a two-speed Europe

While the Competitiveness Compass focuses on establishing Europe's place in the global landscape, the risk of undermining cohesion is just around the corner. Building a competitive Union primarily means boosting innovation and advancing the twin transition. However, progress in this direction might create new disparities and lead to unbalanced regional development, with the more disadvantaged regions suffering the most. It's no secret that Europe's innovation capacity and prosperity are concentrated in a few central and northern regions, while eastern and southern areas, notably southern Italy, Greece and eastern regions of Slovakia, Bulgaria, and Romania struggle with economic stagnation. The absence of innovation structures in these regions risks deepening the existing economic imbalance and exacerbating a gap increasingly difficult to bridge.

In the current debate on the Multiannual Financial Framework (MFF), regional stakeholder associations and other actors repeatedly stress that regions are the backbone of the European economy. In order to boost competitiveness, the involvement of territories is essential to ensure that no region is left behind. Regional and local governments can significantly contribute to Europe's prosperity and play a key role in building a competitive, balanced and resilient Europe.

Moreover, while high-potential regions will likely lead to economic growth, it is crucial that all regions participate in national and international socio-economic development in order to unlock untapped potential and close the innovation gap.

The path forward: a shared and inclusive model for European competitiveness

The Competitiveness Strategy could be a real game-changer in the European economic and geopolitical trajectory. Innovating, decarbonising and reducing dependencies could enable Europe's growth and foster its role as an autonomous global player. Nevertheless, this external focus must be balanced with the ability to meet internal needs. Regional development, especially that of the most disadvantaged areas, must continue to beat the heart of the public debate, on both political and financial terms.

Supporting the full involvement of regions in European innovation development may therefore once again prove to be the most effective strategy. This would make it possible to pursue Europe's global ambitions while simultaneously fostering economic, social, and territorial cohesion.



Cristina DE LEO

Citizenship by Investment in Times of War: Malta's Golden Passports and EU-Russia Relations

In response to the ongoing conflict in Ukraine, the European Union has significantly increased its financial aid while simultaneously moving to protect the integrity of European citizenship. The Court of Justice of the European Union's decision to strike down Malta's "golden passports" programme in Commission v. Malta (April 2025) marks a turning point in the EU's approach to citizenship by investment. By outlawing these schemes, the EU asserts its sovereign authority to ensure that citizenship remains a shared value rather than a commodity, specifically in times of war.

Russia's aggression against Ukraine, EU sanctions and "Golden passports"

Since Russia's invasion of Ukraine on the 24th of February 2022, the European Union (EU) has stood alongside Ukraine not only symbolically and rhetorically, by repeatedly reaffirming its support, but also very concretely, by launching several sanction packages against Russia and supporting Ukraine financially. By November 2025, the EU's financial relief to Ukraine had already surpassed €187 billion according to The Brussels Times. After a tense political debate on whether to use Russia's frozen assets in the financial market infrastructure Euroclear, last December, Member States (MS) also decided to support Ukraine by granting it an additional loan of €90 billion without touching Russia's assets.

Although Russia's aggression against Ukraine has been devastating, demonstrating an extremely high rate of civilian casualties since the escalation of the war in 2022, some MS could have benefited from it. Indeed, Malta, Bulgaria and Cyprus maintained so-called "citizenship by investment schemes" (also called "golden passports") for several years, enabling non-EU citizens (including Russians) to be granted citizenship in return for financial contributions such as payments and investments. They differ from "golden visas", which exist in many more MS and where investments are accepted in return for residency rights. While Cyprus and Bulgaria terminated their "golden passports" schemes respectively in 2020 and 2022 after several complaints formulated by the European Commission, Malta remained the only country in the EU to still operate these schemes.

The Commission's push towards outlawing citizenship schemes

In the Russia-Ukraine war context, the Commission urged MS in a press release of March 2022 to put an end to this practice, arguing that "some Russian or Belarusian nationals who are subject to sanctions or are significantly supporting the war in Ukraine might have acquired EU citizenship or privileged access to the EU, including to travel freely in the Schengen area, under these schemes". According to the Financial Times, at least seven persons sanctioned for their ties relating to Russia's aggression against Ukraine, held Maltese "golden passports".

The Commission finally decided to take action by referring Malta to the Court of Justice of the European Union (CJEU), considering that the Maltese citizenship scheme was contrary to Article 20 of the Treaty on the Functioning of the European Union (TFEU) relating to EU citizenship, as well as to Article 4, §3 of the Treaty on the European Union (TEU), establishing the principle of sincere cooperation between MS.

It came as a great surprise when, on the 29th of April 2025, the CJEU sided with the Commission by ruling that the Maltese “golden passports” were unlawful under EU law.

Commission v. Malta (2025) explained

The Court started establishing its competence by considering that questions of nationality within the Union are inevitably linked to European law insofar as they relate to European citizenship. According to its previous *Grzelczyk* case-law (2001), European citizenship should constitute the “fundamental status” of EU citizens. The Court later ruled on the violation of the Maltese citizenship scheme first establishing that there should be a “particular relationship of solidarity and good faith and a reciprocity of rights and duties” between a MS and its citizens. The Court deemed such a relationship absent when the acquisition of nationality is purely based on conditions of transactional nature. Subsequently, the principle of sincere cooperation established at Article 4, §3 TEU prevents MS from resorting to such citizenship schemes as, based on previous case-law such as *Micheletti* (1992), MS are forced to recognise the effects of citizenship decisions made by other EU countries. However, such a requirement cannot be respected when the nature of the citizenship – a transactional nature in this case – is unlawful.

The CJEU as guardian of EU citizenship: At what cost to legal reasoning?

Commission v. Malta surprised many legal scholars, notably because Advocate General Anthony Collins, who rendered an opinion on the case before the ruling of the Court, considered that there was no violation of EU law, as deciding otherwise would, according to him, “upset the carefully crafted balance between national and EU citizenship in the Treaties and constitute a wholly unlawful erosion of Member States’ competence in a highly sensitive field”.



Indeed, MS maintain, in principle, an exclusive competence in matters of nationality. However this exclusive competence cannot be exercised in breach of EU law.

This development has given rise to a substantial body of case-law before the CJEU, sometimes characterised as instances of “competence creep” suggesting that the Court has, at times, exceeded its competences conferred upon it in this area. Some legal scholars, such as Martijn van den Brink (2025) or Dimitry Kochenov (2025), appear to suggest *Commission v. Malta* exemplifies this tendency of the Court.

A case of judicial activism towards more EU integration?

The decision was also surprising as the Court actually relied on value-based arguments, rather than purely legal ones: by requiring EU citizens to possess a “particular relationship of solidarity and good faith” to their MS, and thus to the EU, the CJEU hints for the first time ever that a genuine link needs to exist in order to be part of the Community.

We may question the sole legal basis of this decision, especially considering the current geopolitical context with the Russia-Ukraine war. According to a report of September 2024 from the European Parliamentary Research Service, by February 2022, when Russia invaded Ukraine, Russian nationals were the main applicants for citizenship schemes in Malta and Cyprus, accounting respectively for 40% and 50% of the applicants. EU citizenship may, of course, be regarded as particularly advantageous for those citizens because of the freedoms of movement and related protections conferred to EU citizens in the Treaties.

Although this decision can thus surely be criticized from a legal aspect, the Court has the merit of protecting EU citizenship and the Union as a whole by subtly incorporating value-based arguments into its decisions and reinforcing its role not only as an interpreter of EU law, but as a real judicial activist for EU integration.

EU citizenship: The protectionist stance of the CJEU

While “golden passports” schemes have definitely been forbidden in the EU, “golden visas”, which are still in place in MS like Greece, Hungary and Malta, have not been (yet). However, some argue that they might soon be, considering that the Commission has been condemning them, alongside citizenship schemes on the same grounds, since 2019. We will thus have to observe the evolution of the case-law on this matter. Our conclusion nevertheless emerges clearly: in times of war and a tense geopolitical context, the EU remains protective of its citizenship and residence rights, opting for security and solidarity over market logic. This greatly contrasts with the stance adopted by the first global superpower and its President who is keen to open borders to sell million-dollar visas through so-called “Trump Gold Cards”. The prohibition of “golden passports” schemes within the EU thus hints to a broader political vision for a cohesive and united Europe where citizenship, characterized by mutual values and trust, serves the integrity and the protection of the Union as a whole, specifically in times of war.



Maé KINDOKI

How the new **Migration Pact** redefines the role of the EU in the world

In 2024, the European Union adopted the Pact on Migration and Asylum, introducing new rules and establishing a common asylum system, which will be implemented in 2026. It aims to manage migration in the long term and ensure that no country is facing issues relating to migration alone.

A new Migration Pact for mid-2026

In November 2025, the European Commission launched the first Annual Migration Management Cycle under the Pact, preparing its entry into force mid-2026. The Pact relies on four pillars: securing external borders, fast and efficient procedures, an effective system of solidarity and responsibility as well as embedding migration in international partnerships.

In general, as a reform of the Common European Asylum System, the Asylum and Migration Management Regulation replaces the Dublin III Regulation. The most salient part of the Pact seems to be the last two pillars: the solidarity mechanism and international partnerships.

Is the third pillar a true solidarity mechanism?

The third pillar adds a solidarity mechanism, which should help Member States under high migratory pressure and force those facing low pressure into action. This was proposed by the European Commission after the failure of the voluntary solidarity mechanism of Dublin III. The Dublin III Regulation was based on Member States taking in refugees so they would be evenly distributed.

In the case of the new pact, the solidarity system no longer relies on the voluntary support of the inner Member States. Instead, the Member States' situations are assessed and after being sorted into groups, they have to show solidarity in one of three ways, either through relocations of applicants for international protection, financial contributions or through alternative solidarity measures like operational support.

According to the first Annual Migration Management Cycle, published in late 2025, Bulgaria, Czechia, Estonia, Croatia, Austria and Poland are identified as countries facing a significant migratory situation, while Greece, Cyprus, Spain and Italy are also facing migratory pressure. All of these countries will therefore be eligible to access the Solidarity Pool once the Pact enters into force.

However, this flexible system might not be as effective as promised by the EU in advancing burden-sharing between countries, according to the European Policy Center. It explains that there is a risk that other countries will avoid relocations entirely by paying into the pool instead, which may not alleviate the operational strain on frontline nations. If this proves to be correct, it would risk the basis of the pact and further destabilise the migratory situation.

Human rights at the borders and inside the Union

Another deciding element is the fourth pillar, where partnerships with third countries are getting more attention.

While the Commission is in favour of these partnerships, human rights NGOs like Amnesty International and more than fifty others, highlight that the “safe country” and return proposal risk the protection of migrants, since the new mechanism will allow migrants to be forcefully displaced to countries they have no connection to.

Additionally, the joint statement points out that marginalized groups like LGBTIQ+ individuals or ethnic and religious minorities might be at risk there, especially since they are sent without looking at their individual circumstances. The list of “safe countries of origin” (Egypt, Tunisia, Bangladesh, Colombia, India, Kosovo and Morocco) includes nations with documented records of state-led repression, according to Amnesty International.

While the prioritisation of externalising migration over human rights is a part of the Union's strategy to save the “Fortress of Europe” from external threats, this is shifting the burden and the responsibility to third countries.

Simultaneously, the rules concerning faster procedures, paired with digital surveillance are alarming to refugee agencies like HIAS. While the EU promises fast, fair and efficient procedures from now on, they worry about the quality of these shortened timeframes and the risks for vulnerable groups.

Moreover, the EU's need for workers and its aging population coexist with a plan that fosters the disintegration of migrants, which also risks undermining growth and strain public finances, according to scholars like Jonathan Portes, Professor of Economics and Public Policy from King's College London. Additionally, he explains that these plans risk alienating the outside world and the migrants already inside the EU. Furthermore, the dependence on third actors will be increasingly difficult for the EU, risking its strategic autonomy in several areas.

The extension of Frontex's powers: A bleak outlook?

When the mandate of the EU's border control agency Frontex will be under review in 2026, changes are to be expected as well. In this process, Commission President von der Leyen wants to extend Frontex's powers, including tripling its standing corps to 30,000, increasing drone usage and giving more leeway in preventing irregular crossings. Frontex could even get new tasks in return operations and cooperations with third states, such as organising migrant transfers between non-EU states.



These measures enhance the “Fortress of Europe” with Frontex as its “border police”, which is concerning in light of Frontex involvements in severe human rights violations within and at EU external borders. Extending Frontex powers therefore means increased probabilities of unsafe tactics, probably leading to more violent pushbacks and human rights violations. The system therefore promotes disintegration and is a shift towards a tougher migration line.

Truly a fair future for all?

Overall, the combination of claiming solidarity between states, the “safe country” concept and the extension of Frontex powers promise decisive changes in the EU's handling of migration. This is concerning to several organisations, who criticise that this Pact might redefine the European Union's standing in the world. Considering this, one has to wonder what perspective the world will have on the EU after this Pact enters into force in mid-2026 and what future lies ahead for the EU's asylum system?



Fiona TIEKÖTTER

Le RGPD : comment une réglementation européenne s'exporte au-delà des frontières de l'UE ?

Le 25 mai 2018 est entré en vigueur le Règlement général sur la protection des données (RGPD) régissant le traitement ainsi que le transfert des données à caractère personnel des personnes physiques dans l'Union européenne. Il a défini les droits fondamentaux desdites personnes physiques et a posé un cadre strict d'obligations des responsables du traitement des données ou de leurs sous-traitants ainsi que des sanctions qu'ils encourent en cas de non-respect du RGPD. Ainsi, aux termes de l'article 83 du RGPD, ces responsables s'exposent à des amendes qui peuvent s'élever jusqu'à 20 millions d'euros, ou 4 % de leur chiffre d'affaires annuel mondial. Mais alors comment ce règlement strict aux sanctions lourdes s'est-il imposé à des acteurs du marché comme les GAFAM et pourquoi façonne-t-il les règles du numérique bien au-delà de l'UE ?

L'« effet Bruxelles » : quand les normes européennes s'imposent sans coercition

Le concept clef pour comprendre l'influence internationale du RGPD est celui de l'« effet Bruxelles ». Théorisé par la professeure de droit à la Columbia Law School Anu Bradford dans son livre « The Brussels Effect: How the European Union Rules the World », ce phénomène y est décrit comme étant « le pouvoir unilatéral de l'Union européenne à réguler les marchés mondiaux » et ce, sans recourir à la coercition.

L'auteure identifie cinq conditions structurelles qui permettent d'expliquer l'émergence d'un tel phénomène, à savoir : l'importance de la taille de marché, la capacité réglementaire, l'adoption de normes strictes, la régulation de cibles inélastiques et la non-divisibilité, qu'elle soit juridique, économique ou technique. En ce qui concerne le RGPD, l'analyse se porte particulièrement sur ces deux derniers éléments.

Une affaire d'« inélasticité »

La protection des données est un des marchés de consommation inélastiques qui est régulé par l'UE. Autrement dit, c'est un marché pour lequel les produits ou les producteurs sont insensibles aux changements réglementaires, c'est-à-dire qu'ils ne subissent pas les conséquences de tels changements. Ils demeurent liés à un régime réglementaire particulier, celui de l'UE. Comme le souligne la professeure, cette nature inélastique s'explique par « la localisation du consommateur au sein de l'UE, et non celle du fabricant, qui détermine l'application de la réglementation européenne au produit ciblé ». Dès lors, qu'une entreprise ou ses processeurs de données soient implantés en Belgique ou aux États-Unis, elle n'a d'autre choix que de se conformer au RGPD si elle est responsable du traitement de données personnelles de personnes physiques résidant dans l'UE.



Dans cet esprit, il lui est impossible d'envisager de localiser les responsables de ses activités ou ses processeurs de données dans des juridictions aux réglementations plus permissives pour échapper à la réglementation stricte de l'UE, sans compromettre sa présence-même sur ce marché réglementé européen. Le respect du RGPD s'impose alors inéluctablement aux acteurs du marché.

Des entreprises à l'épreuve de conceptions techniques

Les entreprises ont tout intérêt à se conformer aux exigences de la juridiction la plus contraignante dans ce contexte de régulation de cibles inélastiques. Cette logique se retrouve dans le principe de la non-divisibilité technique. Elle correspond à la difficulté qu'a une entreprise, voire à son incapacité, à segmenter sa production ou son offre de services selon plusieurs marchés distincts, dès lors que des contraintes d'ordre technologique rendent cette différenciation impossible au niveau technique. Concrètement, cette difficulté pratique se résout, en matière de protection de données personnelles, par l'adoption par l'entreprise de réglementations européennes et ce, pour tous ses utilisateurs. En effet, l'entreprise ne dispose d'aucun moyen de savoir si l'un ou l'autre utilisateur de son produit est soumis aux réglementations européennes sur les données personnelles.

Elle n'a donc d'autre choix que d'adopter, par défaut et pour tous, les mêmes règles, celles qui sont les plus strictes. C'est ainsi que les utilisateurs de produits Microsoft ou encore Apple, qu'ils soient de l'UE ou d'ailleurs, bénéficient de protections de données uniformes. Ces protections sont intégrées dès la conception technique des appareils et logiciels, respectant ainsi l'exigence de « protection des données dès la conception » prévue à l'article 25 du RGPD.

Le leadership réglementaire à l'épreuve de l'IA ?

En moins d'une décennie, le RGPD s'est imposé comme un instrument qui influence des acteurs du marché mondial et ce, au-delà des frontières de l'UE. Par l'« effet Bruxelles », le RGPD a contribué à poser des standards stricts mondiaux en matière de protection des données personnelles. Reste à savoir si ce leadership réglementaire de l'UE par le biais de son RGPD ne va pas s'essouffler face à son ambition de rattraper le retard européen dans la course à l'intelligence artificielle.

Safae ABDELOUAHABI

EOE Board



ELISE DEPOORTERE
Co-President



ADRIAN MALO
Treasurer



ALESSIA RUTA
Co-President



AIDA GONZALEZ
Events Manager



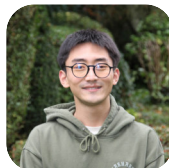
ALEXIS FURNARI
Secretary General



GAUTHIER VAN OUTRYVE
Public Relations



EVA-CHRISTINA DELFERRIERE
Editor-in-Chief (EN)



BASTIEN DERWAEEL
Communication Manager



CLEMENT LEVRAT
Editor-in-Chief (FR)

- Antoine BULTEL
Leïla GHIEFFE
Valeria MARTIN
Tatiana PIRES
Zack BALZAN
Carolina TURATI
Andrea ABRIL
Ludovica AVALLLE
Juan Carlos LUQUE LOPE
Julien ROHAUT
Margherita NORBIATO
Camille HOUYOUX
Léonard PARADANT-SEYSSEL
Pedro Pardo AMARAL GOMES
Florya DE DECKER
Nathan DOUDE VAN TROOSTWIJK
Chiara GUIDETTI
Aurore NEURAY
Maxence GALLAIS
Antonio CARDONE
Hippolyte VANEECLOO
Ludivine DOUSSOT
Maé KINDOKI
Fiona TIEKÖTTER
Safae ABDELOUAHABI

Our Sponsors

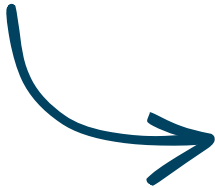


FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES



EOE Writers

Check out the last EOE Magazine on our website!



Don't miss out on our upcoming events - follow us on our website and social media accounts !



Listen to our Podcast 'Talking with EU'!





FOUNDATION FOR EUROPEAN
PROGRESSIVE STUDIES
FONDATION EUROPÉENNE
D'ÉTUDES PROGRESSISTES

